MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Trente-deuxième séance – Samedi 17 décembre 2005, à 16 h 30

Présidence de M^{me} Catherine Gaillard-lungmann, présidente

La séance est ouverte à 16 h 30 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *MM. Jean-Pierre Oetiker et Marc-André Rudaz.*

Assistent à la séance: *M. Manuel Tornare*, maire, *M. André Hediger*, vice-président, *MM. Patrice Mugny, Christian Ferrazino et Pierre Muller*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 6 décembre 2005, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour samedi 17 décembre 2005, à 8 h, 10 h, 13 h 30, 16 h 30 et 20 h 30.

(La présidence est momentanément assurée par M. Roberto Brogini, vice-président.)

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3. Rapports de majorité et de minorité de la commission des finances chargée d'examiner le projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2006 (PR-425 A/B)¹.

Suite du deuxième débat

*Département de M. Christian Ferrazino, conseiller administratif (suite).
Page 28, cellule 2203000, Mobilité,
groupe de comptes 318, Honoraires et prestations de service.*

Le président. Nous passons au vingtième des 82 amendements déposés... Les groupes libéral, radical et démocrate-chrétien proposent une diminution de 402 000 francs, en vue de la suppression de la Semaine de la mobilité.

M. Patrice Reynaud (L). Cet amendement tombe bien, car nous parlions du Service de la mobilité juste avant la pause et nous allons maintenant parler d'une action particulière de ce service, à savoir la Semaine de la mobilité, que tout le monde connaissait sous un autre nom: la «journée sans voitures». En fait, la nouvelle appellation est erronée, puisque seule une journée est sans voitures, le reste de la semaine visant à promouvoir, tel un symbole final, ladite journée sans voitures. Là aussi, l'intention est transparente et je rends hommage à

¹ Rapports, 3744.

M. Ferrazino et à ses services: on ne veut pas de voitures en ville et la meilleure façon de ne pas en avoir est de les interdire. Mais cela a deux inconvénients.

Premièrement, on constate que cette journée sans voitures – qui n’est pas une invention genevoise, puisqu’elle a lieu depuis plusieurs années dans de nombreuses villes européennes – est un échec de plus en plus croissant, de sorte que nombreuses sont les villes qui, aujourd’hui, ont tout simplement passé par pertes et profits – plutôt par pertes, d’ailleurs – la journée sans voitures. Ainsi, à Paris – que je connais mieux que d’autres villes – malgré la présence d’un maire socialiste, les responsables ont constaté que la journée sans voitures avait pour effet une multiplication exponentielle du nombre de voitures. Certains membres du Conseil administratif diront sans doute que c’est pour enquiquiner les autorités... Mais la vérité est là. Il se trouve que, sans doute par un malin plaisir, je suis régulièrement à Paris lors des journées sans voitures et que je puis confirmer l’encombrement supplémentaire qu’il peut y avoir par rapport aux autres jours. Et Dieu sait que Paris est déjà une ville bien encombrée!

Deuxièmement, le bénéfice de ces journées sans voitures est nul. C’est une constatation et non un jugement de valeur dans ma bouche. Le seul effet de ces journées est de continuer à enrichir la polémique entre les pro et les anti-voitures. Or ce n’est certainement pas en opposant systématiquement les deux clans, les anti et les pro, que nous réussirons à résoudre de façon pérenne le problème. Que des réflexions, des tentatives, des informations soient faites pour fluidifier le trafic, nous sommes bien sûr les premiers à l’admettre, pour autant que cette fluidification n’impose pas une interdiction directe ou indirecte. Dans le cadre constitutionnel du libre choix du mode de transport, nous estimons, contrairement à d’autres, que ce libre choix doit exister et que, si les reports de moyens de transports doivent être mis en exergue, la ville doit pouvoir vivre.

Comme je le disais tout à l’heure, cette journée sans voitures est un non-sens, un non-sens avéré au niveau européen et au sein de notre cité. Interdire systématiquement la circulation en ville de Genève, qui, somme toute, est une petite ville, n’aboutit à rien d’autre qu’à la paralyser. Ces journées sans voitures genevoises ont pour effet qu’une grande partie de la population genevoise, et pas seulement des gens de droite d’ailleurs, s’étonne de ces blocages, de ces agents municipaux, agents de sécurité municipaux et autres officiers de police qui semblent n’être là que pour l’enquiquiner... Ne serait-il pas mieux de mettre toutes ces forces vives à la disposition des autorités pour éduquer – même si éduquer n’est pas un mot que les libéraux aiment utiliser – pour informer et signifier qu’il y a d’autres façons de circuler en ville? Je crois que ce serait là une bonne idée.

En revanche, je suis intimement persuadé qu’il faut éviter l’interdiction, sous quelque forme que ce soit, et notamment l’interdiction d’utiliser, ne serait-ce qu’une journée, son véhicule, c’est-à-dire un moyen de transport pourtant reconnu

par la Constitution... J'arrête là, car il est vrai que nous avons beaucoup parlé de la Constitution cette semaine... Mesdames et Messieurs, cessons d'interdire, cessons de vouloir dicter systématiquement à la population la façon dont elle doit se comporter. Apprenons-lui comment circuler autrement, quelles sont les autres méthodes palliatives, amélioratrices, alternatives – pour utiliser un mot cher à certains bancs – mais arrêtons avec les interdictions! Ces interdictions n'ont ni queue ni tête et, en tout état de cause, leur seul effet est de faire râler la population et, à coup sûr, de favoriser – dans le mauvais sens pour vous – la circulation des véhicules.

M^{me} Frédérique Perler-Isaaz (Ve). La position de l'Alternative sur la Semaine de la mobilité n'a pas varié depuis l'année passée. Nous ne rejoignons pas le préopinant sur les inconvénients de cette semaine, nous ne pensons pas qu'il s'agit d'un «échec de plus en plus croissant» et que «le bénéfice est nul». J'en veux pour preuve que la Semaine de la mobilité a amené certaines institutions et entreprises, notamment des organisations internationales, à réfléchir et à inciter leurs collaborateurs-trices à se défaire pendant une semaine de leur automobile au profit d'autres moyens de déplacement. C'est tout de même un aspect important. M. Reynaud nous dit qu'il y a une interdiction d'utiliser son automobile pendant la journée sans voitures: ce n'est pas vrai, il n'y a pas d'interdiction. La Semaine de la mobilité est bel et bien une incitation à tester d'autres moyens de se déplacer.

A cet égard, la Ville a un devoir de pédagogie, de formation et d'information, qu'elle remplit d'ailleurs parfaitement bien par le biais de la Semaine de la mobilité. Elle fournit à la population l'occasion de se renseigner sur d'autres moyens alternatifs de se déplacer. Je ne vais pas prendre la parole plus longuement, mais, pour toutes ces raisons et pour bien d'autres encore, l'Alternative vous encourage à refuser cet amendement.

M. Guy Dossan (R). Je trouve intéressant ce que vient de dire M^{me} Perler-Isaaz. Si l'objectif de la Semaine de la mobilité est d'inciter, d'apprendre à utiliser d'autres modes de transport, c'est bien; si l'objectif est pédagogique, c'est toujours bien. Mais expliquez-moi alors pourquoi il faut dépenser autant d'argent! Il y a là quelque chose que je ne comprends pas et qui me dérange. Il me semble qu'on peut faire de l'incitation, de la pédagogie, sans devoir dépenser près de 400 000 francs!

On nous parle du franc succès de la Semaine de la mobilité. Je veux bien, mais j'aimerais qu'on supprime les agents de ville et autres policiers qui empêchent les automobilistes, durant la journée sans voitures, de passer dans les rues répertoriées comme devant être sans voitures, et qu'on me communique le résultat. Je suis persuadé que, sans la présence de la maréchaussée, les gens continueront à y

passer, même durant la journée sans voitures! Alors, où est le succès de cette manifestation? Comme je viens de le dire, l'incitation est une bonne chose, mais, malheureusement, ce n'est pas ce que nous avons à l'arrivée...

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 43 non contre 23 oui.

*Page 29, cellule 2401000, Architecture,
groupe de comptes 310, Fournitures de bureau, imprimés, publicité.*

Le président. Les groupes libéral, radical et démocrate-chrétien proposent une diminution de charges de 10 000 francs, de façon à revenir au montant des comptes 2004.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 36 non contre 30 oui.

*Page 29, cellule 2401000, Architecture,
groupe de comptes 314, Entretien des immeubles par des tiers.*

Le président. Nous sommes saisis d'un amendement des groupes libéral, radical et démocrate-chrétien, visant une diminution des charges de 20 000 francs, pour revenir au montant des comptes 2004.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 38 non contre 31 oui.

*Page 29, cellule 2401000, Architecture,
groupe de comptes 315, Entretien d'objets mobiliers par des tiers.*

Le président. Les groupes libéral, radical et démocrate-chrétien présentent un amendement pour une diminution de charges de 10 000 francs, en vue du retour au montant des comptes 2004.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 38 non contre 30 oui.

*Page 29, cellule 2401000, Architecture,
groupe de comptes 318, Honoraires et prestations de service.*

Le président. Nous sommes saisis d'un amendement des groupes libéral, radical et démocrate-chrétien, visant une diminution des charges de 55 000 francs, pour revenir au montant des comptes 2004.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 38 non contre 33 oui.

*Page 29, cellule 2402000, Bâtiments,
groupe de comptes 315, Entretien d'objets mobiliers par des tiers.*

Le président. Un amendement des groupes libéral, radical et démocrate-chrétien propose de diminuer ce poste de 50 000 francs, en vue de revenir au montant des comptes 2004.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 38 non contre 32 oui.

*Page 30, cellule 2403000, Energie,
groupe de comptes 313, Achats de fournitures et autres marchandises.*

Le président. Nous sommes saisis d'un amendement des groupes libéral, radical et démocrate-chrétien, visant une diminution des charges de 20 000 francs, pour revenir au montant des comptes 2004.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 38 non contre 33 oui.

*Page 30, cellule 2403000, Energie,
groupe de comptes 318, Honoraires et prestations de service.*

Le président. Les groupes libéral, radical et démocrate-chrétien présentent un amendement pour une diminution de charges de 22 000 francs, en vue du retour au montant des comptes 2004.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 38 non contre 32 oui.

*Page 34, cellule 2601000, Aménagement des espaces publics,
groupe de comptes 315, Entretien d'objets mobiliers par des tiers.*

Le président. Un amendement des groupes libéral, radical et démocrate-chrétien propose de diminuer ce poste de 20 000 francs, en vue de revenir au montant des comptes 2004.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 38 non contre 30 oui.

*Page 35, cellule 2601010, Eclairage public et illuminations,
groupe de comptes 314, Entretien des immeubles par des tiers.*

Le président. Nous sommes saisis d'un amendement des groupes libéral, radical et démocrate-chrétien, proposant une diminution de 250 000 francs, soit

la suppression du budget de la manifestation «Les yeux de la nuit». Je donne la parole à M. Dossan.

M. Guy Dossan (R). Merci, Monsieur le président. Je crois avoir compris pourquoi, depuis un certain temps, on place des citations latines dans nos débats... Tout à l'heure, lors du débat sur les aménagements éphémères, M^{me} Perler-Isaaz a dit que Rome ne s'était pas faite en un jour. Et, effectivement, la Rome impériale sied à nos cinq magnifiques seigneurs syndics! Avec le festival «Les yeux de la nuit», comme tous les autres «festivals» qui ont été créés, nos cinq magistrats veulent donner du pain et des jeux à la population genevoise! Comme ils ne peuvent pas encore distribuer du pain dans les rues... (*Remarque.*) C'est peut-être lourd, Monsieur le conseiller administratif, mais tout le monde ne peut pas être aussi fin que nos magistrats...

Le président. Monsieur Dossan, poursuivez, s'il vous plaît!

M. Guy Dossan. Ils décident donc d'organiser des festivals pour amuser le bon peuple de Genève! Bien, mais alors pourquoi ne pas demander à des sponsors de participer plus intensément à ces festivals? Je sais que certains magistrats organisent des manifestations qui sont soutenues par des sponsors et je trouve dommage que d'autres ne fassent pas la même chose. Le magistrat responsable des «Yeux de la nuit» devrait faire plus de demandes de soutien à l'extérieur. Il serait bon aussi de demander à la population si elle aime ou non ce genre de manifestation, si voir brûler un fil le long du Rhône lui plaît vraiment... Messieurs les conseillers administratifs, essayez d'organiser ces manifestations avec les entreprises privées, plutôt que sur le seul dos de la Ville!

M. Didier Bonny (DC). L'argumentation du Parti démocrate-chrétien va être différente et complémentaire de celle de M. Dossan. Comme nous avons eu l'occasion de le dire tout à l'heure, nous avons choisi des priorités. Or la manifestation «Les yeux de la nuit» n'est absolument pas une priorité pour les démocrates-chrétiens et nous souhaiterions que les 250 000 francs prévus pour cette manifestation soient utilisés différemment.

En étant large d'esprit, on peut admettre de conserver les aménagements éphémères – qui n'ont d'éphémères que le nom! – parce qu'ils existent depuis longtemps et qu'ils font partie d'une certaine politique. En revanche, la manifestation «Les yeux de la nuit» a été créée cette année et elle a coûté 250 000 francs à la Ville de Genève. Mesdames et Messieurs de l'Alternative,

lorsque vous voterez tout à l'heure sur notre amendement, réfléchissez s'il vaut vraiment la peine de voter une telle somme pour une manifestation qui ne dure que six jours! A titre personnel, je ne l'ai pas trouvée fantastique et je me suis demandé où étaient passés ces 250 000 francs. Je sais que les moindres travaux coûtent très cher, mais il n'empêche que j'ai été déçu par cette manifestation. C'est là un point de vue subjectif, je l'admets.

Par contre, ce qui n'est pas subjectif, Mesdames et Messieurs de l'Alternative, c'est la comparaison entre ces 250 000 francs et d'autres subventions qui ont dû être supprimées à cause des rentrées fiscales moins élevées que prévues. Je vous donne deux exemples, qui concernent le département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement. J'en profite d'ailleurs pour en dire un mot maintenant, à 16 h 56, car je crains que nous devions, comme chaque année, aborder ce département au milieu de la nuit, quand tout le monde sera couché, sauf nous... Ces 250 000 francs représentent approximativement la diminution de la subvention pour les restaurants scolaires à hauteur de 240 000 francs, ou la réduction des prestations de nettoyage des places de jeux et préaux d'école à hauteur de 300 000 francs.

Mesdames et Messieurs de l'Alternative, s'il faut choisir entre 250 000 francs pour la manifestation «Les yeux de la nuit», ou 240 000 francs pour les restaurants scolaires et l'aide à certains parents qui en ont besoin, ou encore 300 000 francs pour le nettoyage de nos préaux et de nos places de jeux, le groupe démocrate-chrétien n'a pas à réfléchir deux fois: il choisit de supprimer les 250 000 francs pour «Les yeux de la nuit» et de les mettre ailleurs, par exemple sur les lignes que je viens de citer. Merci de voter dans ce sens tout à l'heure. (*Applaudissements.*)

M^{me} Frédérique Perler-Isaaz (Ve). J'ai écouté avec attention les arguments des bancs de la droite. Au sein de l'Alternative, nous pensons qu'il est prématuré de diminuer, voire de supprimer le budget de la manifestation «Les yeux de la nuit». En effet, même si M. Dossan se demande si le bon peuple a apprécié cette manifestation, je dirai que, personnellement, j'ai rencontré plusieurs personnes qui l'ont véritablement appréciée et qui se sont même plaintes qu'elle ne dure que six jours. Toutes les personnes que les membres de l'Alternative ont pu rencontrer ont apprécié cette manifestation, l'ont trouvée féerique et belle. Nous estimons donc qu'il serait préférable de recevoir un bilan du Conseil administratif sur cette manifestation avant de nous prononcer sur son maintien ou sa suppression. Cette manifestation est un plus pour notre ville et la population l'a vraiment appréciée.

Nous n'entrerons pas en matière sur les arguments du Parti démocrate-chrétien, qui oppose des prestations entre elles. La manifestation «Les yeux de

la nuit» est destinée à toutes et à tous, et nous n'entrerons pas en matière sur une politique du misérabilisme. Nous vous invitons à refuser cet amendement.

M. Patrice Reynaud (L). A l'écoute de la représentante du Parti des Verts, je me suis soudainement mis, non pas à cauchemarder, mais à rêver que nous allions être suivis... Mesdames et Messieurs, il est extraordinaire de constater – c'était le cas pour les aménagements éphémères – que vous doutez, que vous vous interrogez, que vous demandez des bilans, mais qu'à la fin vous votez! Nous, nous ne voterons pas! Deux arguments ont déjà été présentés par M. Dossan et par M. Bonny; je vais en présenter un troisième, un peu différent.

A deux reprises, j'ai félicité, à ma façon, M. Ferrazino pour sa transparence. Là, je ne vais pas le faire, parce que la manifestation «Les yeux de la nuit» n'a pas sa propre ligne budgétaire. Elle est inscrite dans la cellule «Eclairage public et illuminations», groupe de comptes «Entretien des immeubles par des tiers», dont le montant est de 1 774 500 francs. Pour une manifestation basée sur l'éclairage, il est dommage qu'elle ne soit pas plus transparente...

En dehors de tous les arguments qui ont pu être développés, il faut constater que l'éclairage public, dans certains endroits de la ville, est pour le moins déficient, ne serait-ce qu'à la rue des Eaux-Vives dont nous parlions tout à l'heure et qui fait plutôt coupe-gorge. En période de rigueur budgétaire, nous sommes tous d'accord qu'il faut utiliser les moyens à bon escient. Sans parler d'argent jeté par les fenêtres, il faut être logique vis-à-vis de la population. Si nous devons faire un effort en matière d'éclairage public, faisons-le réellement, durablement, dans l'ensemble de la ville; ne nous contentons pas d'un coup de phosphore, qui ferait plaisir à je ne sais qui...

En tout état de cause, encore une fois, nous réclamons un peu plus de transparence et qu'on ne cache pas sous la rubrique «Entretien» une manifestation qui n'a ni queue ni tête. Nous demandons, contrairement à d'autres, que les «Yeux de la nuit» soient purement et simplement supprimés.

M. Didier Bonny (DC). Je ne resterai pas sans réaction suite aux propos qui ont été tenus au nom de l'Alternative par M^{me} Perler-Isaaz, que je ne comprends pas, que je ne veux pas comprendre! Si nous étions dans un contexte où l'argent coule à flot, nous pourrions admettre qu'une édition n'est pas suffisante pour se prononcer et qu'il faut continuer l'expérience pour faire mieux, pour attirer des sponsors... Ce serait peut-être formidable, fantastique, idéal: on éclairerait toute la ville pendant une semaine, on l'annoncerait à l'étranger, on mettrait des annonces dans les journaux du monde entier... Je serais le premier à vous suivre,

Mesdames et Messieurs de l'Alternative, mais nous ne sommes pas dans cette situation.

Je ne comprends pas que l'Alternative préfère dépenser 250 000 francs pour «Les yeux de la nuit» – prestation supplémentaire qui n'est pas nécessaire aux habitants de la ville de Genève – au détriment du nettoyage des préaux et des places de jeux, par exemple, qui est bel et bien une prestation indispensable. Mesdames et Messieurs, nous recevons nombre de pétitions concernant les problèmes de drogue, de nettoyage des préaux, et nous répondons régulièrement aux pétitionnaires que nous allons améliorer la situation, ce que le département de M. Tornare a fait ces dernières années. Mais aujourd'hui, parce qu'il y a moins d'argent, vous coupez dans ces prestations de proximité pour privilégier une manifestation telle que «Les yeux de la nuit», qui va nous coûter les yeux de la tête!

Si on faisait un sondage auprès des citoyens pour savoir s'ils préfèrent que la Ville entretienne les préaux et les places de jeux ou qu'elle leur offre cette manifestation à 50 000 francs par jour, il n'y aurait pas photo! La population privilégierait ce dont elle a besoin tous les jours, c'est-à-dire des places de jeux et des préaux bien entretenus.

Mesdames et Messieurs de l'Alternative, une fois encore, réfléchissez à votre vote! Je demande à ceux qui entendent ces arguments d'accepter notre amendement ou, tout au moins, de s'abstenir. (*Applaudissements.*)

(La présidence est reprise par M^{me} Catherine Gaillard-Iungmann, présidente.)

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 39 non contre 31 oui.

Le budget de M. Ferrazino, pages 23 à 40, est adopté.

La présidente. Mesdames et Messieurs, à ce stade, l'excédent de revenus du budget 2006 s'élève à 1 040 418 francs.

Département de M. Patrice Mugny, conseiller administratif.

M. Jean-Marc Froidevaux, rapporteur de la commission des arts et de la culture (L). Je me permets d'intervenir brièvement, d'abord pour présenter mes excuses quant à la teneur de mon rapport, dont on doit reconnaître qu'il atteint

très vite ses limites... Je présente également mes excuses au Parti du travail, dans la mesure où l'intervention de l'Alliance de gauche a en réalité été faite par le Parti du travail, et qu'il apparaît dans le rapport qu'il ne se serait pas déterminé sur le budget des affaires culturelles.

Ensuite, je voudrais souligner que, lors du vote global auquel nous avons procédé ce matin – concernant les amendements acceptés en commission des finances – nous avons largement modifié les chapitres 30 et 31, ce qui était raisonnable. Mais cela pose tout de même la question du sens du travail que nous avons fait en commission des arts et de la culture, sachant que nous y avons largement débattu des chapitres 31, qu'on a tenté de nous donner des réponses – d'ailleurs, on nous les a promises plus qu'on ne nous les a données! – et que ce matin, en arrivant ici, nous constatons que les chiffres sont différents – ce qui ne signifie toutefois pas que les anciens n'étaient pas justes ou que les nouveaux sont inexacts.

Toujours en ce qui concerne les votes que nous avons faits ce matin, nous avons accepté des modifications assez massives dans les groupes de comptes 365. C'est la raison des amendements que j'ai déposés à 14 h et qui n'ont d'autre objectif que de rétablir les subventions culturelles telles qu'elles ont été votées par la commission. Car si le magistrat entend modifier les subventions, nous pouvons lui demander ce minimum de transparence qui consiste à nous en donner les motifs.

Il y a un certain nombre de modifications dont nous comprenons les motifs – car nous ne sommes pas sots – par exemple le «Chéquier culture (nouvelle subvention) 49 000 francs»; en ce qui concerne la contre-écriture, qui apparaît sous «Jeunesse, populaires et personnes âgées», moins 40 000 francs, elle n'est que partielle et nous aimerions des réponses. Mais nous aimerions aussi savoir pourquoi il y a 40 000 francs de plus aux «Centres de loisirs et animations de quartier», et ainsi de suite.

Je vais donc déposer une quinzaine d'amendements sur votre bureau, Madame la présidente, qui correspondent à ce qui a été voté ce matin à la va-vite, à l'emporte-pièce, sans qu'aucune question n'ait pu être posée et avant même que nous ayons pu aborder le budget corrigé et voir de quoi il s'agissait. Vous comprendrez que ces amendements peuvent être contradictoires avec ceux qui seront déposés par l'Entente ou le groupe libéral, puisqu'ils visent à rétablir la situation d'avant le vote de ce matin. Je suis évidemment un peu désolé de devoir faire cette observation à propos du département d'un conseiller administratif qui nous parle régulièrement de transparence et de lumière...

Ici se termine mon intervention de rapporteur. Vous me permettrez d'enchaîner pour vous faire part de la position des libéraux par rapport au budget 2006 du département des affaires culturelles. Ce budget est fondé sur deux priorités que

sont, d'une part, le théâtre et, d'autre part, l'art contemporain. On aurait pu penser que le théâtre était une priorité du magistrat depuis son arrivée au département, c'est-à-dire depuis l'exercice 2004. Or, que s'est-il passé? Aujourd'hui, on nous dit que le théâtre est une priorité, mais la première décision du magistrat a été de mettre à terre la compagnie Para-Surbeck et, l'année suivante, de tenter de mettre à terre le Théâtre Les Montreurs d'images, de dresser le Théâtre de Carouge contre le Théâtre de la Comédie, et probablement les deux théâtres contre le magistrat... En l'occurrence, dans tous les médias on voyait que le magistrat était pris à partie par l'un de ces directeurs de théâtre, qui disait tout le mal qu'il pensait de sa politique. Alors, aujourd'hui, on ne peut qu'espérer que 2006 sera l'année de la paix du théâtre, car, en effet, les cendres sont brûlées et il ne reste qu'à souhaiter qu'il repose en paix!

Dans le domaine du théâtre, qu'y aura-t-il de plus cette année? Il y aura une salle en plus, à savoir le Théâtre Pitoëff, mais guère plus en matière d'offre théâtrale, puisque le Théâtre en Cavale n'a pas attendu qu'on lui donne le Théâtre Pitoëff pour faire du théâtre, de la même manière que le Théâtre Confiture n'a pas attendu qu'on lui donne le Casino-Théâtre pour faire du théâtre. En effet, il ne suffit pas de remplir les programmes de ces salles pour pouvoir parler d'une embellie en matière d'offre théâtrale. En l'espèce, si 2006 doit être l'année du théâtre, nous formons le vœu que ce soit l'année de la pacification entre le théâtre genevois et le magistrat.

J'allais oublier qu'on a quand même profité de cette année du théâtre pour supprimer la ligne au Théâtre de Carouge-Atelier de Genève qui, dorénavant, s'appelle Théâtre de Carouge! On supprime les 500 000 francs et on modifie un peu le libellé, de sorte que personne ne se souvienne que le Théâtre de Carouge s'appelait aussi l'Atelier de Genève! De même, on met à mal le Théâtre d'été à l'Orangerie. Le moins qu'on puisse dire, c'est que tout cela n'est pas très compatible avec une année que l'on place sous le signe du théâtre...

La deuxième priorité du département des affaires culturelles est de placer la culture sous le signe de l'art contemporain. Là, c'est un sujet extraordinairement difficile, Mesdames et Messieurs, parce que si vous dites que vous n'aimez pas l'art contemporain, vous passez nécessairement pour un obscurantiste; si vous dites que vous aimez l'art contemporain, on vous répond que vous vous contentez de peu... Fort heureusement, quand il s'agit de faire de la politique, il ne s'agit pas d'aimer ou de ne pas aimer, et il ne s'agit en tout cas pas de faire des choix par rapport à ce qui nous est cher ou pas. En l'espèce, il est assez délicat de définir comme une priorité un élément qui est encore un élément émergent, sauf à le considérer véritablement comme tel. Les investissements budgétaires qui sont prévus dans le cadre de l'art contemporain ne nous semblent pas des investissements à caractère émergent ou à caractère pédagogique, visant à faire en sorte que l'art contemporain trouve un public dépassant celui qu'on lui connaît

aujourd'hui, qui est de l'ordre de 3% de la population – car il faut bien reconnaître qu'il existe certaines difficultés d'accès à l'art contemporain.

Finalement, la question qui est posée est celle de savoir ce qui est voulu en accordant la priorité à l'art contemporain. S'agit-il pour le magistrat de faciliter la création ou de faciliter l'exposition? En fait, c'est peut-être un peu des deux, ou ni l'un ni l'autre... La démarche du magistrat consiste à rassembler des institutions existantes en un seul lieu. Comme par hasard, parce que ce lieu est plus grand, qu'il est un peu plus technique, qu'il offre des avantages que les lieux anciens n'offraient pas, ce regroupement entraîne – en tout cas pour l'exercice 2007, puisque l'exercice 2006 n'est que partiel – un surcoût de l'ordre d'un demi-million, cela pour que les mêmes gens fassent les mêmes choses, mais dans d'autres lieux!

Je veux bien qu'on nous dise que l'art contemporain est une priorité, mais j'aimerais qu'on me fasse miroiter une part de rêve. En l'espèce, qu'on rassemble les acteurs de l'art contemporain dans un lieu ou qu'on les dissémine dans différents lieux, la synergie en plus ou en moins, je ne vois pas de contrepartie, à proprement parler, au demi-million qui va être investi.

Il s'agit de savoir si l'intention est de mettre en évidence l'exposition, à savoir le Musée d'art moderne et contemporain (Mamco), ou la création, à laquelle le magistrat se dit attaché, ce en quoi nous lui donnons raison. Or, dans le cadre de l'investissement budgétaire qui est proposé, nous n'avons pas la réponse à cette question. Les indices laissent plutôt penser que c'est le fonctionnement qui va augmenter, mais qu'il n'y aura pas beaucoup d'argent pour la création, en matière d'art contemporain.

Dans l'ensemble de ces circonstances, vous comprendrez que le groupe libéral forme les plus grandes réserves sur les options choisies par M. Mugny.

*Page 43, cellule 3101100, Scènes culturelles,
groupe de compte 301, Traitements du personnel.*

La présidente. Nous sommes saisis d'un amendement du Parti démocrate-chrétien proposant une diminution de 200 000 francs, soit la suppression d'un poste à 100% d'adjoint administratif et d'un poste à 100% d'huissier qui sont vacants et ne font l'objet ni d'une procédure de mise au concours ni de nomination.

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. Je ne prendrai la parole qu'une seule fois en ce qui concerne les amendements visant la suppression des postes vacants. J'ai repris chaque poste faisant l'objet d'un amendement et j'ai constaté que tous sont occupés aujourd'hui. Cela montre que la photo que vous avez, et

qui date du mois de septembre, n'est déjà plus valable, que les postes vacants ne le sont plus, pour partie.

On nous dit systématiquement, en tout cas sur les bancs de l'Entente, et à juste titre, qu'avant de repourvoir un poste qui se libère il faut attendre, réfléchir... Au Musée d'art et d'histoire, c'est ce que nous avons fait. A l'exception de certains engagements indispensables, nous avons bloqué tout nouvel engagement jusqu'à la fin du mois de janvier 2006, afin de réfléchir sur une rotation des postes. Nous nous donnons les moyens de vérifier quels postes sont indispensables, de faire des transferts internes, notamment dans la perspective où le *personal stop* serait reconduit. Or, en supprimant les postes vacants, vous nous empêchez de faire cela.

Mesdames et Messieurs, ce que j'essaie de vous dire, c'est que les postes vacants sont nécessaires pour que nous puissions réfléchir. Arrêtez de croire qu'ils restent vacants parce que nous n'en aurions pas besoin. Si nous voulons renforcer certaines prestations ou en abandonner d'autres, cela suppose des transferts de postes et un minimum de réflexion.

M. Lionel Ricou (DC). Il serait peut-être judicieux que le Conseil municipal soit informé tous les mois de la situation des postes vacants. Effectivement, c'est à la fin du mois d'août que nous avons demandé une photographie de la situation et nous l'avons reçue à la fin du mois de septembre. Je précise que ce document nous a été fourni par le Service des ressources humaines et qu'il indique clairement que ces postes n'étaient ni occupés ni en cours de nomination. En l'occurrence, il faudrait trouver une manière plus transparente de nous informer sur l'usage qui est fait des postes qui ne sont pas immédiatement repourvus.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 40 non contre 28 oui (1 abstention).

Page 43, cellule 3101200, Ateliers de décors de théâtres, groupe de compte 301, Traitements du personnel.

La présidente. Nous avons reçu un amendement du Parti démocrate-chrétien, proposant une diminution de 50 000 francs pour la suppression d'un poste à 50% de menuisier aux Ateliers de décors de théâtres qui est vacant et ne fait l'objet ni d'une procédure de mise au concours ni de nomination.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 41 non contre 29 oui (1 abstention).

*Page 51, cellule 3201000, Conservatoire et Jardin botaniques,
groupe de compte 301, Traitements du personnel.*

La présidente. Le Parti démocrate-chrétien a déposé un amendement proposant une diminution de 50 000 francs pour la suppression d'un poste à 50% d'adjoint de direction aux Conservatoire et Jardin botaniques, qui est vacant et ne fait l'objet ni d'une procédure de mise au concours ni de nomination.

*Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 40 non contre 28 oui
(1 abstention).*

*Page 52, cellule 3202000, Direction du Musée d'art et d'histoire,
groupe de compte 301, Traitements du personnel.*

La présidente. Le Parti démocrate-chrétien a déposé un amendement proposant une diminution de 50 000 francs pour la suppression d'un poste à 50% d'assistant conservateur à la direction du Musée d'art et d'histoire, qui est vacant et ne fait l'objet ni d'une procédure de mise au concours ni de nomination.

*Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 41 non contre 28 oui
(1 abstention).*

La présidente. Je salue à la tribune du public la présence du président de l'Association des nigériens en Suisse. *(Applaudissements.)*

*Page 56, cellule 3202070, Musée de l'horlogerie,
groupe de compte 301, Traitements du personnel.*

La présidente. Nous avons reçu un amendement du Parti démocrate-chrétien proposant une diminution de 100 000 francs pour la suppression d'un poste d'huissier à 100% au Musée de l'horlogerie, qui est vacant et ne fait l'objet ni d'une procédure de mise au concours ni de nomination.

*Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 40 non contre 31 oui
(1 abstention).*

*Page 60, cellule 3301000, Direction des bibliothèques et discothèques
municipales,
groupe de compte 301, Traitements du personnel.*

La présidente. Le Parti démocrate-chrétien a déposé un amendement proposant une diminution de 50 000 francs pour la suppression d'un poste à 50%

de bibliothécaire principale au CEDEPS – Bibliothèque des sports, qui est vacant et ne fait l'objet ni d'une procédure de mise au concours ni de nomination.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 41 non contre 30 oui (1 abstention).

La présidente. Nous passons maintenant au vote des amendements relatifs aux subventions et allocations du département des affaires culturelles.

Page 41, cellule 3001000, Direction des affaires culturelles, groupe de compte 365, Subventions accordées – institutions privées (FASe («La rue est à vous»), page 10 des subventions).

La présidente. Nous sommes saisis d'un amendement des groupes libéral et radical, proposant une diminution de 240 000 francs, soit la suppression de la subvention à la FASE pour «La rue est à vous».

M. Jean-Marc Froidevaux (L). «La rue est à vous» est une manifestation qui a été mise en place par le département des affaires culturelles et qui, fondamentalement, procède des affaires sociales. Nous en avons débattu à la commission des arts et de la culture et nous considérons qu'il est déraisonnable de vouloir atteindre deux buts à la fois. L'aspect culturel répond à un objectif à lui tout seul et il n'y a aucun lieu d'y ajouter un volet autre que la satisfaction des besoins culturels.

Il est vrai que «La rue est à vous» consiste en une appropriation créatrice de l'espace public par les citoyens. En conséquence de quoi l'élément culturel n'est pas attendu de la part d'artistes, mais de la part de chacun des citoyens qui doit, à cette occasion, se révéler dans ses talents artistiques, ce qui en soi est une excellente chose, il n'y a pas l'ombre d'un doute à cet égard.

Cependant, une question se pose à propos du sens du subventionnement somme toute important d'une telle démarche, puisque 240 000 francs représentent beaucoup d'argent. Ce que l'Entente vous suggère en supprimant ces 240 000 francs, ce n'est pas de mettre en péril le principe de «La rue est à vous». Les subventions en nature doivent demeurer, ce qui peut être mis en place par le département pour faciliter cette appropriation doit l'être. Mais, en revanche, nous posons la question: à quoi peut bien correspondre la somme de 240 000 francs, alors que l'objectif est que chacun s'approprie l'espace? Cette somme serait-elle versée, par hypothèse, au titre de la propagande en vue de l'appropriation de

l'espace, auquel cas ce ne serait plus une appropriation, mais plutôt une rapine! L'espace est à disposition de chacun pour des activités culturelles, pour des activités créatrices. Ce qui est attendu de la Ville, c'est l'aide qu'elle peut fournir en matière de subventions en nature. Par contre, cet apport financier de 240 000 francs est manifestement inutile. Voilà la raison de l'amendement qui vous est proposé.

M. Pierre Maudet (R). Je voudrais surenchérir sur les propos de mon collègue Froidevaux quant au soutien financier de cette manifestation. Nous, les radicaux, nous interrogeons sur le fait que cette appropriation créative – comme le disait il y a un instant notre collègue libéral – ou cette conquête – pour reprendre le terme d'un magistrat tout à l'heure – nécessite tant de moyens financiers. Ne pourrait-on pas simplement passer par des postes vacants pour financer le personnel, ne pourrait-on pas simplement mettre à disposition les bancs, les tables, l'infrastructure que nécessite cette manifestation, comme l'a dit le préopinant?

Au-delà, nous nous interrogeons aussi sur le succès réel de ces manifestations, car nous en avons eu des échos mitigés, parfois très positifs comme aux Pâquis, ou beaucoup moins positifs comme aux Eaux-Vives. Nous avons même entendu que ces manifestations s'apparentaient plutôt à des vide-greniers, que du mobilier était amené, tôt le matin, par des voitures portant des plaques étrangères...

A la faveur de la suppression de cette subvention en 2006, nous suggérons de faire, comme le magistrat le recommande régulièrement, un bilan intermédiaire. Nous proposons qu'une année sur deux, en l'occurrence l'année prochaine, la manifestation soit ponctuellement supprimée, ou en tout cas l'aide financière de la Ville de Genève, afin de faire le point quant au succès, au développement de cette manifestation et à l'intérêt qu'elle suscite dans la population. Et, puisque cette subvention est liée à la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe), pourquoi ne pas renforcer plus directement le travail quotidien de la FASe, notamment celui qui est fait en faveur des jeunes dans les maisons de quartier?

Tout cela pour dire, Mesdames et Messieurs, qu'une réflexion pourrait avoir lieu à la faveur de la suppression de cette subvention, que nous proposons avec nos cousins libéraux. Nous reviendrons tout à l'heure sur une autre manifestation, à savoir «La ville est à vous», qui, elle aussi, ne va pas sans poser des questions, parce que l'initiative privée a trop tendance dans notre ville à être remplacée ou suppléée par une arrivée massive de fonds publics.

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. Il y a une grave erreur dans ce qui vient d'être dit. Tout à l'heure, nous parlerons de la subvention de

150 000 francs pour «La ville est à vous», qui, elle, est une subvention. En revanche, ce montant de 240 000 francs n'est pas une subvention, c'est la couverture budgétaire pour payer les deux postes de la FASE dont j'ai parlé ce matin. Cette somme sert à payer deux personnes et, si vous la supprimez, vous supprimez les facilitateurs qui œuvrent justement dans le sens que vous souhaitez.

M. Pierre Maudet (R). Au temps pour moi, Monsieur le magistrat! J'ai effectivement mélangé deux lignes et deux amendements... Mais cela n'enlève rien à l'argumentation générale que j'ai développée tout à l'heure: je m'étonne ici aussi qu'il faille payer deux personnes spécialement dévolues à cette manifestation!

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 38 non contre 27 oui (6 abstentions).

Page 41, cellule 3001000, Direction des affaires culturelles, groupe de compte 366, Subventions accordées – personnes physiques (Chéquier culture, page 10 des subventions).

La présidente. Nous sommes saisis d'un amendement signé par M. Froidevaux, proposant une diminution de 49 000 francs, le nouveau montant étant de 0 franc. Il n'y a pas d'autre justification...

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Madame la présidente, je rappelle ce que j'ai exposé lorsque je suis intervenu en tant que rapporteur: ce sont là des amendements que j'ai déposés suite au vote auquel nous avons procédé ce matin. Ce sont en quelque sorte des contre-amendements par rapport à ce qui a été voté ce matin. Je n'ai évidemment pas l'ombre d'une explication sur les chiffres qui sont proposés, puisque l'objet même de mes amendements est de demander au magistrat qu'il les justifie. Donc, comment voulez-vous que j'explique ce qui par nature est inexpliqué...?

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. Je croyais vous l'avoir expliqué, Monsieur Froidevaux! Ces 49 000 francs ne sont pas une dépense supplémentaire, ils sont inscrits en recettes sous le Musée de l'Ariana. Comme je l'ai expliqué longuement à la commission des arts et de la culture et, sauf erreur, à la commission des finances, nous louons régulièrement l'Ariana à des privés et l'argent ainsi récolté permettra de financer, à partir de janvier ou de février

2006, un chéquier culturel pour les gens modestes ne bénéficiant pas des baisses accordées aux étudiants, aux personnes à l'AVS ou aux chômeurs membres de certaines associations. Ce chéquier de 10 billets à 10 francs permettra d'offrir des réductions pour les spectacles de la Ville de Genève à des gens de condition très modeste qui n'entrent pas dans une de ces catégories. Je pense que c'est une bonne mesure. Comme le budget de départ, c'est-à-dire l'ensemble des aides de la Ville et de l'Etat, ne suffisait pas à faire baisser le prix du billet, nous avons décidé de faire payer un certain nombre de locations à l'Ariana pour financer ce chéquier culturel. Nous avons commencé en 2005, vous le verrez dans les comptes, et nous continuerons en 2006. C'est une manière de financer cette action qui me semble plutôt correcte.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Il faut nous pardonner, mais, ma foi, on ne nous a pas donné de chiffres ce matin, et nous n'avons examiné cela ni en commission des finances, ni en commission des arts et de la culture. En l'occurrence, 10 billets à 10 francs, cela fait des carnets de 100 francs et donc 490 carnets. Nous n'avons jamais entendu parler de tels chiffres, nous avons toujours entendu parler de chiffres sensiblement plus élevés en tant qu'objectif du département. Alors, pardonnez-moi, Monsieur le magistrat, mais pourquoi 49 000 francs, au lieu du budget qui était annoncé et qui était plutôt de 100 000 ou de 150 000 francs, pour cet objectif politique de facilitation de la culture?

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. Ma réponse est fort simple: il y avait toujours un petit excédent aux comptes de ces dernières années et nous avons donc pris et complété l'excédent.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 46 non contre 9 oui (16 abstentions).

Page 45, cellule 3105100, Accès à la culture, groupe de compte 365, Subventions accordées – institutions privées (Jeunesse, populaires et personnes âgées, page 10 des subventions).

La présidente. Nous sommes saisis d'un amendement signé par M. Froidevaux et proposant une augmentation de 40 000 francs, le nouveau montant atteignant 829 000 francs.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 43 non contre 24 oui (4 abstentions).

M. Jean-Marc Froidevaux (L). J'interviens juste pour regretter que, encore une fois, nous votions sans savoir de quoi il s'agit! Là, le Conseil administratif a supprimé 40 000 francs à la rubrique «Jeunesse, populaires et personnes âgées», et personne ne sait pourquoi! Nous sommes dans le flou le plus total, alors que nous traitons du département qui est objectivement le plus transparent. Qu'en est-il alors des autres?

M. Pierre Losio (Ve). Pour ma part, je voudrais informer ce Conseil municipal que pas plus que l'an dernier nous ne déposerons d'amendement en faveur de la chorale du Conseil municipal! (*Exclamations et rires.*)

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. Monsieur Froidevaux, je pourrais expliquer chacune de ces modifications. Mais, en l'occurrence, il y a un endroit où cela se fait, c'est à la commission des finances. Les modifications que nous avons apportées au projet de budget visent des économies supplémentaires. Vous n'arrêtez pas de répéter que des économies doivent être trouvées sur les groupes 31 et 36, et lorsque nous les trouvons vous voulez les annuler! Alors, votez ces 40 000 francs, réintroduisez-les! Nous avons cherché des économies, Monsieur Froidevaux, et nous les avons faites là où il y avait un peu de sous, là où il y avait un peu de mou! C'est tout!

*Page 46, cellule 3106000, Administration du Service aux artistes et acteurs culturels (SAAC),
groupe de compte 365, Subventions accordées – institutions privées (Centres de loisirs et animations de quartier, page 11 des subventions).*

La présidente. Nous sommes saisis d'un amendement de M. Froidevaux visant une diminution de 40 000 francs, le nouveau montant atteignant 220 000 francs.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Madame la présidente, vous avez lu l'amendement en parlant d'une diminution de 40 000 francs, mais il faut savoir que le Conseil administratif a, entre-temps, ajouté 40 000 francs à cette ligne «Centres de loisirs et animations de quartier». Evidemment, là aussi, la question est: pourquoi, en faveur de qui, pour quel projet? Ce sont les mêmes questions que nous posons à l'égard de toutes les subventions, lorsque vous venez nous expliquer en commission, Monsieur le magistrat, pourquoi vous augmentez ou diminuez telle ou telle ligne. Il n'y a aucun problème quand nous pouvons en discuter en

commission. Mais, là, vous avez fait des modifications que nous découvrons ce matin: ma foi, attendez-vous à ce que nous vous posions des questions!

La présidente. La parole n'étant pas demandée, nous allons passer au vote... Vous reprenez la parole, Monsieur Froidevaux? Bien, nous vous écoutons...

M. Jean-Marc Froidevaux. Je reprends la parole pour constater que le magistrat ne donne aucune explication, qu'on est dans le domaine de l'arbitraire le plus total. Le magistrat nous a dit tout à l'heure qu'il prenait ici, qu'il remettait là... C'est visiblement l'arbitraire le plus absolu. Mais alors, quel est le sens de l'exercice que nous faisons aujourd'hui, Mesdames et Messieurs? Qu'avez-vous, Mesdames et Messieurs, à rester là, muets comme des carpes, indolents comme des moutons...? (*Exclamations et rires.*) Avez-vous oublié tout le travail que nous avons fait en commission pendant des semaines? Par rapport à la qualité du travail fait à la commission des arts et de la culture, j'ai franchement rédigé un rapport de merde... (*Rires.*) Mais, finalement, je suis assez content de ne pas en avoir fait plus, compte tenu de la manière dont le magistrat nous traite! C'est un scandale!

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. Je dois dire que je ne comprends pas! Ces 40 000 francs avaient été ajoutés avant le débat de la commission des finances... (*Remarque.*) Oui, cela a été corrigé avant! Monsieur Froidevaux, toutes ces modifications ont été présentées à la commission des finances. Aucune nouvelle modification n'a été faite entre la fin des débats de la commission des finances et aujourd'hui! Vous confondez la fin des débats de la commission des arts et de la culture et la fin des travaux de la commission des finances. Cela devient agaçant, Monsieur Froidevaux! (*Protestations et applaudissements.*)

M. Pierre Maudet (R). Je précise que le Conseil administratif a effectivement déposé, comme d'habitude, une série de modifications, compte tenu de la révision à la baisse des recettes fiscales et de la nécessité d'opérer des coupes supplémentaires, puisque la Ville est tenue légalement de présenter un budget équilibré. Ces modifications sont intégrées ici, dans le budget corrigé que nous feuilletons, et nous devons les voter, même si elles n'ont pas fait l'objet d'une discussion en commission des arts et de la culture.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 44 non contre 15 oui (15 abstentions).

Page 46, cellule 3106000, Administration du Service aux artistes et acteurs culturels (SAAC), groupe de compte 365, Subventions accordées – institutions privées (Corps de musique, page 11 des subventions).

La présidente. Nous sommes saisis d'un amendement de M. Froidevaux visant une diminution de 14 000 francs, et portant le montant de la subvention, de 385 500 à 371 500 francs.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 40 non contre 4 oui (26 abstentions).

Page 46, cellule 3106000, Administration du Service aux artistes et acteurs culturels (SAAC), groupe de compte 365, Subventions accordées – institutions privées (Activités musicales diverses, page 11 des subventions).

La présidente. Un amendement de M. Froidevaux propose une augmentation de 48 000 francs, portant le montant de 500 000 à 548 000 francs.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 42 non (32 abstentions).

Page 46, cellule 3106000, Administration du Service aux artistes et acteurs culturels (SAAC), groupe de compte 365, Subventions accordées – institutions privées (Rock, jazz, ethno, page 11 des subventions).

La présidente. Nous sommes saisis d'un amendement de M. Froidevaux proposant une diminution de 246 000 francs, le nouveau montant étant de 1 452 000 francs.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 39 non contre 7 oui (23 abstentions).

Page 46, cellule 3106000, Administration du Service aux artistes et acteurs culturels (SAAC), groupe de compte 365, Subventions accordées – institutions privées (Fonds pour la création théâtrale indépendante, page 11 des subventions).

La présidente. Cette rubrique fait l'objet de deux amendements. L'un est signé par M. Froidevaux, du groupe libéral, et l'autre est présenté par les groupes

libéral et radical. Ils visent tous deux une diminution de 200 000 francs... C'est original...

M. Vincent Schaller (L). Madame la présidente, je vais expliquer pourquoi il y a deux amendements. L'un a été déposé par mon collègue Jean-Marc Froidevaux, qui voulait rétablir la situation antérieure, et le second est un véritable amendement... (*Exclamations et rires.*) Excuse-moi, Jean-Marc, je ne suis pas très bon dans mes explications! Donc, le second amendement vise à réduire la subvention de 200 000 francs... Je m'interromps pour annoncer que Servette a battu Thoune aux penalties, Thoune qui avait failli battre le grand club d'Arsenal il y a deux mois! (*Applaudissements.*)

Je reviens à notre amendement. Pourquoi le groupe libéral s'oppose-t-il à l'augmentation de 200 000 francs du «Fonds pour la création théâtrale indépendante»? En réalité, il s'agit d'un montant qui sera attribué à la Fondation pour les arts de la scène et de l'image, dont dépend le Théâtre Saint-Gervais. Or, dans le cadre de l'étude du budget, la commission des arts et de la culture a auditionné les membres de la fondation et a pu constater, à cette occasion, que celle-ci avait une politique salariale pour le moins déraisonnable. Nous avons questionné les responsables sur ce sujet, mais nous n'avons pas obtenu de réponse convaincante. Je dirai même que j'ai ressenti une certaine gêne chez la responsable financière de cette fondation au moment de nous donner des explications.

En réalité, il se trouve que la masse salariale enflé année après année et que la part du budget affectée à la création diminue d'autant. En acceptant cette augmentation de 200 000 francs, notre Conseil municipal ne ferait que cautionner la politique de la fondation, qui consiste à privilégier les salaires au détriment de la création. On nous dira que ces 200 000 francs seront à coup sûr affectés exclusivement à la création, mais il n'y a pas besoin d'être expert-comptable pour comprendre que cela permettra de libérer un montant équivalent pour ajuster les salaires de certains responsables de cette fondation.

Le Parti libéral estime que la fondation du Théâtre Saint-Gervais doit faire le ménage dans son budget et que la Ville de Genève n'a pas à cautionner cette politique. En résumé, les comptes de la fondation sont extrêmement opaques, le transfert de dernière minute de cette subvention de 200 000 francs, du compte de la fondation du Théâtre Saint-Gervais au compte «Fonds pour la création théâtrale indépendante» ne permet pas de rétablir la transparence, loin de là. Pour le coup, je crois que vous n'avez pas fait le choix de la transparence, Monsieur Mugny, et c'est regrettable.

M^{me} Annina Pfund (S). J'interviens au nom de l'Alternative. Pour nous, le Théâtre Saint-Gervais est un des grands lieux de création et de dynamisme

sur le plan théâtral à Genève. Dans les modifications du projet de budget 2006, les 200 000 francs ont été enlevés sur la ligne «Fonctionnement Saint-Gervais Genève» et déplacés sur la ligne «Fonds pour la création théâtrale indépendante», conformément à ce que nous avons demandé en commission des arts et de la culture. L'Alternative est convaincue que ces 200 000 francs seront uniquement utilisés pour la création.

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. Je remercie M^{me} Pfund d'avoir précisé que ce montant sera entièrement affecté à la création, contrairement à ce qu'a dit M. Schaller.

La présidente. M. Froidevaux m'indique qu'il retire son amendement. Nous allons donc voter l'amendement des groupes libéral et radical, visant une diminution de 200 000 francs.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 39 non contre 21 oui (3 abstentions).

*Page 46, cellule 3106000, Administration du Service aux artistes et acteurs culturels (SAAC),
groupe de compte 365, Subventions accordées – institutions privées (Fonctionnement Saint-Gervais Genève, page 11 des subventions).*

La présidente. M. Froidevaux propose un amendement visant à augmenter de 200 000 francs la ligne «Fonctionnement Saint-Gervais Genève».

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 38 non (25 abstentions).

La présidente. Nous saluons à la tribune du public la présence de M. Daniel Pilly, ancien président du Conseil municipal. (*Applaudissements.*)

*Page 46, cellule 3106000, Administration du Service aux artistes et acteurs culturels (SAAC),
groupe de compte 365, Subventions accordées – institutions privées (Fonds pour spectacles d'été (Théâtre de l'Orangerie), page 11 des subventions).*

La présidente. Nous devons traiter ici le rapport P-147 A, concernant le Théâtre de l'Orangerie.

Nous sommes également saisis, pour ce même théâtre, d'un amendement déposé par le département des affaires culturelles, dont nous discuterons après le vote de la pétition.

Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition intitulée: «Sauvons l'Orangerie, théâtre d'été de Genève» (P-147 A)¹.

Rapporteuse: M^{me} Nicole Bobillier.

La pétition a été renvoyée à la commission des pétitions par le Conseil municipal le 12 octobre 2005.

La commission des pétitions s'est réunie à trois reprises, le 10 octobre 2005 ainsi que les 7 et 14 novembre 2005, sous la présidence de M. Jean-Pierre Oberholzer.

Merci à nos secrétaires, M^{mes} Olivia Di Lonardo et Laurence Schmidlin.

Texte de la pétition

(Voir annexe.)

Séance du 10 octobre 2005

Audition des représentants des pétitionnaires: M^{me} Kiraly et M. Bosson

M^{me} Kiraly tient à préciser que la pétition examinée aujourd'hui est la seconde; la première n'ayant «vécu» que quatre jours.

Le public attirait l'attention sur le fait que le site internet du département des affaires culturelles annonçait qu'il s'agissait de la dernière année d'existence du Théâtre de l'Orangerie, comme théâtre, et que ce lieu allait devenir un lieu de valorisation pour les écrivains.

De ce constat est partie la première pétition.

Une personne du département des affaires culturelles est venue et a affirmé ne pas être au courant des informations qui se trouvaient sur le site; ce dernier a été changé le week-end même.

On pouvait lire, dès le lundi, qu'il s'agissait d'une des dernières saisons du Théâtre de l'Orangerie. Ce dernier serait, alors, destiné à devenir un lieu de rencontre pour les artistes et le public.

¹ Commission, 2546.

Il leur a été dit que M. Mugny, conseiller administratif chargé du département des affaires culturelles, avait déjà pris contact avec des écrivains, d'où la seconde pétitions (3300 signatures).

Cette pétition émane, officiellement, du public et des employés du Théâtre de l'Orangerie. Un comité de soutien a été créé.

C'est une pétition un peu hybride qui demande trois choses:

- que le théâtre d'été soit maintenu à l'Orangerie;
- que la subvention inscrite au budget soit attribuée spécifiquement au Théâtre de l'Orangerie;
- que, le public étant satisfait de la programmation de M. Chardet, l'actuel directeur, son mandat soit prolongé de trois ans.

En effet, les travaux devraient avoir lieu en 2007. Ils ont déjà été repoussés deux fois, cela pourrait encore être le cas pendant plusieurs années. Les pétitionnaires demandent donc une prolongation du contrat de M. Chardet, de trois ans (et non jusqu'au début des travaux), cela paraissant une limite raisonnable.

Le théâtre fonctionne bien, il connaît une fréquentation de 99,9%, il serait dommage de s'arrêter ainsi. Il peut y avoir un sens à mettre un nouveau directeur après les travaux, mais pas avant.

M. Bosson intervient au nom du comité de soutien. Il s'étonne de l'épilogue du Théâtre de l'Orangerie, créé il y a vingt-quatre ans. M. Chardet s'est vu confier un mandat oral, en 2000, sans passer de convention de gestion. Il est atterré par les documents et par la légèreté prise par cette affaire.

Le 14 juillet 2005, le chef du département des affaires culturelles a annoncé à M. Chardet qu'il n'y aurait pas de reconduction de son contrat. Le 13 octobre 2005, M. Mugny lui a écrit, pour la bonne forme, en confirmant que le mandat, qui a duré six ans (en réalité celui-ci n'a duré que cinq ans), était terminé, sans prolongation.

Aucune convention n'a connu une histoire aussi tortueuse.

Il y a eu une première convention, le 20 mai 2003, pour deux saisons, à savoir 2003 et 2004. Cette dernière a été prolongée, oralement, pour 2005. Les travaux prévus pour 2006 ont été repoussés pour 2007.

Le comité de soutien s'est réuni à plusieurs reprises; il demande que le contrat de M. Chardet soit prorogé pour la saison 2006. L'organisation d'une saison se prépare à l'avance et prend beaucoup de temps. M. Chardet s'est engagé, moralement, avec une série de compagnies. Il tient à souligner ce point très important.

Qu'en est-il des 80 personnes engagées par le théâtre?

Le nouveau projet était prévu pour le 20 septembre 2005, mais personne n'a encore rien vu. Raison pour laquelle le comité de soutien souhaiterait sauver le théâtre pour la saison 2006 avec, à sa tête, M. Chardet.

La commission a écouté avec beaucoup d'attention. Il y a deux choses distinctes:

- d'une part, la continuité du Théâtre de l'Orangerie jusqu'au début des travaux;
- d'autre part, le maintien du directeur actuel.

Comment faire si le magistrat a déjà engagé quelqu'un?

M. Bosson précise que le comité de soutien demande la continuation du contrat de M. Chardet pour la saison 2006 et que cela fait l'objet d'une discussion déjà engagée.

La continuation de l'activité du théâtre est-elle liée au maintien de M. Chardet à son poste actuel?

M^{me} Kiraly explique que ce lieu a été construit comme théâtre à la fin du XVIII^e siècle. C'était un théâtre familial, transformé en théâtre d'été voilà vingt-quatre ans. Ce n'est pas un lieu adapté pour des groupes de lecture. Il y en a déjà (cafés littéraires, musées, bibliothèques, etc.). On va vider un théâtre pour faire quelque chose qui ne correspond pas au public.

Le fait que le directeur soit maintenu pendant trois ans lui permettra d'honorer ses engagements. Il va de soi que, si les travaux devaient débiter en 2007, il garderait son poste jusqu'à ce moment-là (et non pour trois ans).

Le remerciement de M. Chardet et son contrat précaire ne constituent-ils pas un abus?

M^{me} Kiraly répète qu'une saison se prépare à l'avance. Il faudrait donc nommer un directeur dès maintenant pour la saison 2007, laissant aussi aux 80 personnes employées actuellement le temps de se trouver un nouveau job.

Que signifie «valorisation des écrivains» et comment en est-on arrivé à cette idée?

M^{me} Kiraly répond que, selon elle, la valorisation des écrivains passe par le Prix Goncourt. Elle n'a rien contre ces derniers, on pourrait même imaginer une collaboration. Certains ont écrit des spectacles. Le public, quant à lui, souhaite que ce théâtre reste une plateforme pour les compagnies indépendantes. Ce serait un réel problème pour elles, si ce n'était plus le cas.

M. Bosson ne connaît pas les raisons qui ont motivé ce choix. Seul M. Mugny est en mesure de répondre à cette question.

Combien de spectateurs ont-ils fréquenté ce théâtre, lors de la saison 2005?

M. Bosson répond qu'il y a eu environ 6400 personnes pour une soixantaine de représentations, certaines à guichet fermé.

Combien y a-t-il eu d'artistes et de compagnies engagés pour la saison 2005?

M^{me} Kiraly précise qu'il y a eu six spectacles pour adultes et trois pour enfants. A chaque fois joués par une compagnie différente. Une compagnie venait de Bienne, une autre de Lausanne et une autre de Fribourg. Mais la majorité était genevoise. Quant au nombre d'artistes, elle ne peut donner un chiffre précis, cela variant d'une compagnie à l'autre.

Parmi les 80 personnes travaillant pour le Théâtre de l'Orangerie, quels sont les corps de métiers représentés?

M^{me} Kiraly énumère: les maquilleuses, costumières, techniciens, figurants, metteurs en scène, photographes, etc., puis le personnel fixe: le directeur, elle-même, le personnel de la buvette. Elle ajoute que cela ne nourrit pas tout le monde à l'année, c'est un complément important, surtout pour les intermittents.

Audition de M. Patrice Mugny, conseiller administratif chargé du département des affaires culturelles

M. Mugny confirme que la pétition examinée par la commission demande bien trois choses:

- que l'Orangerie reste un théâtre; il précise qu'il n'a jamais été question d'en faire autre chose;
- que le budget soit affecté au Théâtre de l'Orangerie; ce qui est déjà le cas pour la totalité des subventions;
- que M. Chardet garde son poste pour une durée de trois années supplémentaires; le directeur a toujours été nommé pour une période de trois ans, renouvelable une fois.

Des travaux sont prévus pour l'année prochaine et, à cette occasion, il a pensé qu'il serait bien de profiter de cette année supplémentaire pour faire autre chose, à savoir présenter des textes d'auteurs vivants et contemporains. Ce projet a été mis en route il y a longtemps.

Il n'y a donc aucune raison que M. Chardet reste plus longtemps que prévu.

Le magistrat dit sa désapprobation face à ce que ce monsieur a étalé dans la presse.

Il précise que ce n'est pas 80 personnes qui travaillent au théâtre de manière régulière, mais trois personnes uniquement.

Il comprend l'inquiétude de M. Chardet de se retrouver au chômage, mais il s'agit d'une situation que rencontrent bien des artistes devenus directeurs.

Cela se passe partout de la même manière, excepté au Théâtre Am Stram Gram et à l'Association du Théâtre du Loup. Il y a des raisons qui justifient ces deux cas. Il ne trouve pas correct le comportement de M. Chardet.

Vu que les travaux ont été repoussés, l'idée est venue de mettre au Théâtre de l'Orangerie des auteurs contemporains qui ne seront pas uniquement francophones. Il y aura toujours des pièces de théâtre, mais c'est une occasion de mettre quelque chose de plus et ce pour le même budget.

Le projet ne devait pas être déposé avant le mois de janvier 2006, mais, vu la polémique, il le sera dans trois semaines.

Qui va être chargé d'organiser le théâtre «nouvelle formule»?

M. Mugny répond que ce sera une association d'écrivains. Ils sont conscients que cela ne se fera que sur une année. Après les travaux, la gérance sera mise au concours. Si l'association s'en sort bien, elle aura, évidemment, un avantage. C'est l'association qui choisira les pièces de théâtre.

Qu'en est-il de la convention passée pour la saison 2003-2004? Que s'est-il fait par la suite?

M. Mugny précise à nouveau que la saison 2005 a été rajoutée; il n'y a pas eu de concours, vu que M. Chardet était encore en place.

L'idée est de donner la gérance pour deux fois trois ans; la durée est donc de six ans. Le département lui a laissé la gérance, puisque les travaux étaient repoussés. M. Chardet a donc fait la durée maximale.

Y a-t-il d'autres cas où les conventions sont passées oralement?

Le magistrat répond qu'il fait des contrats pour tous, mais vu que, pour cette année, les travaux n'avaient pas débuté, cela n'a pas été fait. Il n'a pas imaginé que des problèmes de la sorte pourraient surgir. Il ne peut pas dire que ce soit le seul cas, mais il ne croit pas qu'il en existe d'autres.

Quels seraient les préjudices si on laissait M. Chardet diriger, un an de plus, le théâtre?

M. Mugny rappelle qu'il a pris des engagements envers d'autres personnes. Il se sent pris en otage. Il y a des choix à faire et il insiste sur le fait que cette situation n'a rien à voir avec l'âge de M. Chardet.

Si l'on commence à tolérer certaines manières de faire, on n'en finit plus. Il souhaite aussi faire remarquer qu'il n'a pas «à faire du social» et que l'on ne peut pas nécessairement garder les personnes en fin de parcours.

Ceux qui sont très bons arrivent à continuer, d'autres ont moins de talent et ce n'est pas à la collectivité de les prendre en charge.

M. Chardet savait que son contrat s'achèverait après six ans lorsqu'il a accepté ce poste. Passer par une pétition peut être assimilé à du chantage. Le magistrat ajoute que le budget risque d'être coupé, car le projet n'a pas convaincu.

Comment a-t-on évalué le succès de M. Chardet, à savoir sur une pente ascendante ou descendante?

M. Mugny reconnaît que le succès est indéniable, mais c'est le changement qui rend la culture vivante en apportant de nouvelles choses.

Serait-il possible de n'entrevoir une nouvelle approche que lorsqu'une équipe s'essouffle?

M. Mugny pense que d'agir de la sorte serait tomber dans l'arbitraire. Il rappelle qu'il n'est pas censé intervenir quant à la qualité de l'art ou de dire qui peut, ou non, rester.

L'actuel directeur remplit la salle, ne serait-il pas possible d'accéder à la demande de la pétition et de faire confiance?

Le magistrat répond que cela n'est pas possible. Il relève que, si l'on avait appliqué le critère de succès lors de la première saison, on aurait remercié M. Chardet. Il est toujours difficile de remplir une salle la première année.

C'est parce que M. Chardet est à trois ans de la retraite que cette pétition existe. Il ajoute que, si le nouveau concept marche bien, il réitérera l'expérience.

Même si l'on peut être d'accord avec certains points, la commission est interpellée par les 3300 signatures. La règle ne peut-elle pas être revue ou allégée?

M. Mugny se fâche et estime que M. Chardet a induit les gens en erreur pour obtenir des signatures en disant que le théâtre allait être fermé. Il a «instrumentalisé» les gens.

Si l'on revient sur l'aspect contemporain du théâtre (M. Chardet ayant renforcé l'aspect musical, cabaret) et puisqu'il existe déjà plusieurs théâtres ayant choisi ce créneau, n'a-t-on pas peur de blaser le public du théâtre d'été?

M. Mugny n'écarte pas l'idée d'un échec, mais il faut savoir prendre des risques. Cela ne veut pas dire non plus que la Ville veuille réduire le théâtre populaire. Il a pris des engagements envers certaines personnes qui travaillent sur ce projet depuis plusieurs mois. Changer maintenant serait ne pas respecter les personnes qu'il a sollicitées.

Il était question d'arbitraire, ne serait-ce pas le cas ici, en voulant garder un délai fixe, alors que l'on se trouve en présence d'une pente ascendante, en face du succès de ce théâtre?

M. Mugny considère que, si l'on suit ce raisonnement, il faudrait être cohérent et supprimer tout ce qui n'est pas ascendant. Si l'on ne se basait que sur la réussite, on figerait les choses.

Si le refus du financement était finalisé, le nouveau projet tomberait-il à l'eau?

M. Mugny imagine que, si le projet ne dure qu'un an et que cela tombe par la suite, cela ne sera plus de sa responsabilité. Il ajoute qu'il a dit la même chose à la commission des arts et de la culture.

Le président pense que ce n'est pas le moment d'ouvrir un débat entre ce qui a été dit à la commission des arts et de la culture et ce qui vient d'être dit à la commission des pétitions. Il ne dénie pas ce droit mais considère que ce débat doit avoir lieu, entre nous et plus tard.

M. Mugny souhaite encore ajouter une remarque: si la subvention est coupée l'an prochain, cela ne relèvera pas de sa responsabilité.

La commission s'étonne: il y a là un problème de cohérence, le magistrat fait des projets et dit que la décision que prendra le Conseil municipal ne le regarde pas.

M. Mugny répond qu'il s'agit là d'un problème de prérogative.

Après le départ du magistrat, la commission engage une minidiscussion sur ce qui a été dit de semblable ou de différent entre les deux commissions.

Puis, sur proposition de plusieurs commissaires, il est décidé d'auditionner M. Chardet.

La proposition est acceptée par 8 oui (3 S, 1 R, 2 L, 2 UDC) contre 2 non (1 L, 1 DC) et 2 abstentions (1 Ve, 1 T).

Séance du 7 novembre 2005

Audition de M. Mathieu Chardet, actuel directeur du théâtre d'été de Genève: l'Orangerie

M. Chardet, en préambule, déclare qu'il imagine bien que les initiateurs de la pétition ont déjà dû dire l'essentiel. Il tient à signaler qu'il ne revendique pas le poste de directeur. Il estime simplement que la décision du magistrat est injuste, et il n'aime pas l'injustice.

M. Mugny est l'instigateur du nouveau système de mandat de trois ans, renouvelable une fois. En ce qui le concerne, le mandat proposé était de trois ans, renouvelable deux fois. Cela n'a pas été appliqué, car M. Vaissade arrivait au terme de son mandat de magistrat et ne souhaitait rien imposer à son successeur.

Il a été engagé par M. Vaissade, sans mise au concours.

Il s'était alors présenté pour le poste de directeur du Théâtre du Grütli, mais n'avait pas été retenu. Un mandat de trois ans, renouvelable deux fois, lui a été proposé pour l'Orangerie.

Après un premier mandat d'une année, une convention a été passée pour un nouveau mandat d'un an, avec discussion à chaque fin de saison pour décider de le continuer ou non. Il y a donc eu poursuite de cet accord, durant deux saisons, sur la base d'un mandat d'une année, non renouvelable tacitement. Une proposition a été faite à M. Vaissade; ce dernier a alors donné une convention une semaine avant son départ. M. Chardet précise qu'il n'a donc jamais eu le loisir de discuter des termes de cette convention.

M. Mugny a hérité de tout cela. La convention a installé tout un chacun dans un système relativement pervers.

A la fin de ce mandat, il lui a été demandé de partir; la saison suivante étant déjà planifiée, le magistrat a accepté une prolongation d'une année. L'année suivante, nouveau refus de prolongation.

M. Chardet se dit le seul à être gratifié d'un mandat de six ans. Il se sent blessé. Il ne comprend pas la raison, dans la mesure où il a fait correctement son travail.

A quel moment le directeur a-t-il appris que le mandat pour la saison 2006 ne serait pas reconduit?

M. Chardet répond qu'il a reçu un courrier officiel, au début octobre 2005, disant clairement que son mandat était arrivé à échéance.

Comme, pour 2005, reconduction orale il y a eu, cela a-t-il laissé supposer que cela serait semblable pour 2006?

M. Chardet répond par l'affirmative.

Les commissions n'ont pas l'habitude de s'immiscer dans ce genre d'affaire, mais la commission des pétitions souhaite savoir dans quel sens il estime avoir été victime d'une injustice.

M. Chardet précise qu'une septième année a été accordée à M. Lüscher qui dirige le Théâtre du Grütli, et ce à compétences égales.

Combien de personnes travaillent de manière fixe pour le théâtre?

M. Chardet réplique que personne ne travaille toute l'année. Il y a un bureau qui gère le théâtre, pendant deux mois et demi; un comptable qui travaille pendant six mois; un responsable en relations publiques, pendant quatre mois; un directeur technique qui travaille durant cinq mois et lui-même pendant six mois.

Ensuite, il y a les mandats ponctuels tels que les postes surnuméraires. Il y a aussi le personnel de la buvette, qui est là durant deux mois et demi; à ce sujet, c'est l'Orangerie qui paie pour qu'il soit là. Et, enfin, les artistes et le service du spectacle.

Le président aimerait savoir à quel moment le directeur savait que son mandat était prolongé afin de préparer la saison nouvelle.

M. Chardet est au regret de dire que cela n'a jamais été dit. Il n'y a jamais eu de concertation, sauf pour 2003-2004. Il y a eu un renouvellement tacite, bien que cela ne devait pas être possible.

Une des demandes de la pétition est de prolonger son mandat pour trois ans; cela lui conviendrait-il?

M. Chardet répond que cela pourrait être intéressant jusqu'aux travaux, évidemment. Ils ne devraient pas être repoussés de dix ans. Une prolongation pour la saison prochaine l'intéresserait beaucoup, car celle-ci est déjà prête, il a eu énormément de propositions.

Apprenant que le magistrat garderait la subvention même si les travaux débutaient en 2006, M. Chardet, trouvant cela dommage, a fait une proposition: faire une saison à l'extérieur, cela aurait pu être intéressant. A cet effet, il a approché le Théâtre du Loup et le Théâtre de la Parfumerie. Devant l'absence de réponse, le projet est tombé à l'eau.

A-t-on une idée du projet prévu par le magistrat pour l'année 2006?

M. Chardet explique qu'il s'agira d'un groupe d'écrivains qui va se charger de la direction. Il a été contacté par la présidente de ce groupe, il y serait programmé des pièces de théâtre, des lectures, des poèmes et des textes. Cela devrait être révélé à la presse en temps utile.

Ne pourrait-il pas y avoir cohabitation avec le théâtre, mais sous la houlette de ce groupe d'écrivains?

M. Chardet répond avoir proposé cela à M. Mugny, de manière à n'exclure personne, mais que cela ne s'est pas fait.

L'Orangerie a-t-elle une part importante dans le succès du théâtre d'été?

M. Chardet en est convaincu, d'où le choix du Théâtre du Loup, car apparenté à celui de l'Orangerie. Les horticulteurs de l'Orangerie étaient même prêts à faire une décoration similaire.

M. Chardet pense-t-il que son départ va sonner la fin du théâtre d'été?

M. Chardet ne peut pas répondre à cette question. Il serait triste si son départ menait à la mort d'un lieu, il ne le souhaite pas.

Le budget du théâtre ne provient-il que de la Ville de Genève?

M. Chardet répon que non, évidemment. La Ville octroie 275 000 francs, alors que le budget total est de 400 000 francs.

Le groupe d'écrivains va-t-il lire les pièces de théâtre ou les monter?

M. Chardet imagine que le groupe d'écrivains devra engager des tiers pour monter les pièces et non le faire lui-même.

Séance du 14 novembre 2005

Audition de l'Association pour une maison de la littérature à Genève, représentée par M^{mes} Sylviane Dupuis, présidente, Christine Hirsig, chargée de l'administration, Anne Lavanchy Brecart, coprogrammatrice pour la saison 2006 du Théâtre de l'Orangerie, et M. Yves Laplace, coprogrammateur pour la saison 2006 du Théâtre de l'Orangerie

M^{me} Dupuis tient à préciser, en préambule, que M. Carrat, directeur technique de l'Orangerie, accompagne leur projet; il n'y aura pas de rupture avec la direction précédente et celle de l'association.

Elle explique que la restauration du lieu était, au départ, prévue pour 2006. A cette occasion, la ligne budgétaire normalement allouée à ce théâtre était disponible pour une année. Le magistrat la leur a proposée afin que leur association puisse faire une petite saison littéraire hors des murs de l'Orangerie en vue de lancer le projet de la Maison de la littérature.

Les travaux ayant été reportés en 2007, l'association s'est retrouvée à l'Orangerie.

M. Laplace donne lecture d'un texte qui sera remis à la presse, précisant leurs intentions générales. Leur souhait est de travailler avec des comédiens, des metteurs en scène et des dramaturges. Le projet est déjà très avancé. Plusieurs rencontres sont prévues: débats et lectures, spectacles théâtraux liés à la littérature.

M. Laplace propose de dévoiler le programme, mais demande aux commissaires la plus grande discrétion à cet égard, jusqu'à la conférence de presse prévue à cet effet.

L'enveloppe budgétaire de la Ville de Genève ne couvre pas la totalité des frais de productions. Des subventions complémentaires sont donc recherchées.

L'association tient à la littérature en tant que telle comme parole issue de la poésie, du roman, etc.

La commission avait cru comprendre, en écoutant M. Mugny, qu'il s'agirait surtout de lectures. Elle constate que ce sont des pièces de théâtre qui sont proposées, pourquoi ce changement?

M^{me} Lavanchy explique qu'autour du spectacle s'articuleront un certain nombre de lectures, débats, etc. L'idée est de lier le théâtre à la lecture. Les spectateurs viendront avant le spectacle pour écouter des lectures qui serviront d'introduction à la soirée, afin de créer un contexte autour de celui-ci. Il y aura une buvette pour se restaurer et pour accéder aux livres. L'idée est de lier deux aspects de la littérature: le texte et son incarnation sur scène.

M. Laplace précise qu'il avait d'abord été question de disposer de la subvention pour mettre en place des rencontres autour de la littérature avec des auteurs, des éditeurs, des gens issus de milieux littéraires et ce dans des lieux variés, hors de l'Orangerie. M. Mugny a alors fait savoir qu'il souhaitait que cela se fasse à l'Orangerie.

C'est alors que le souhait de renforcer les spectacles afin que le public puisse bénéficier d'une vraie saison théâtrale et employer le même personnel que les années précédentes a été émis.

La différence avec un programme exclusivement théâtral, c'est qu'ils sont une association d'écrivains et qu'ils fédèrent avec eux d'autres écrivains, des associations d'auteurs et qu'ils veulent susciter des rencontres avec le public, organiser des débats, etc.

M^{me} Dupuis ajoute que, au-delà de cette saison à l'Orangerie, il y a une idée: c'est le projet de création d'une Maison de la littérature à Genève. Cet été sera un test pour leur association, puisque cela va permettre de voir s'il y a une demande et s'il y a la possibilité de réunir des gens autour de la littérature, précisément.

Elle relève que l'été n'est pas la saison la plus facile pour tester un tel projet, les touristes étant présents et les Genevois étant loin.

Leur souhait est de réunir des milieux divers autour du livre.

Le projet et la démarche sont-ils fondamentalement rattachés au lieu de l'Orangerie?

M. Laplace répond que, dans l'absolu, leur projet pourrait s'imaginer ailleurs. Il répète que ce n'est pas leur association qui a sollicité l'Orangerie mais le magistrat qui est venu la chercher. Au vu de l'avancement du projet, ce lieu est idéal; compte tenu du travail effectué, il n'est plus possible de penser de déplacer le projet ailleurs.

L'association a-t-elle conçu son programme en fonction du lieu?

M. Laplace répond par l'affirmative. Il relève que la pétition demande que l'on maintienne une activité théâtrale à l'Orangerie, ce à quoi leur projet répond.

Quel est le coût exact du projet?

M^{me} Hirsig répond que M. Mugny reconduirait une subvention identique à celle des années précédentes, soit 270 000 francs. Leur projet coûte environ 460 000 francs. Ils vont, en collaboration avec les compagnies participantes, chercher des fonds complémentaires.

Depuis quand est-ce que le projet d'une Maison de la littérature existe et depuis quand leur association existe?

M^{me} Dupuis répond que l'association est née en avril 2005. Elle rappelle qu'ils ne savaient pas qu'ils auraient l'Orangerie, mais qu'il y avait une opportunité par rapport à la subvention. Ce projet existe depuis longtemps à Genève.

La saison théâtrale et le projet d'une Maison de la littérature sont deux choses différentes qui se relient à l'Orangerie; c'est une opportunité pour faire savoir que l'association existe.

Quel public est visé? Le projet serait-il maintenu si le Conseil municipal ne votait pas la subvention, le 17 décembre 2005?

M^{me} Dupuis précise que l'association a été très claire avec ses partenaires en leur disant que le projet était suspendu à la décision du Conseil municipal, que rien n'était acquis avant le vote du budget.

M. Laplace ajoute que, si la subvention n'était pas reconduite, et si elle n'était pas versée au compte de ce projet, ils seraient dans l'impossibilité de réaliser cette saison.

N'est-ce pas un peu hasardeux de faire une conférence de presse alors que la décision budgétaire n'est pas tombée?

M^{me} Hirsig répond que la conférence de presse est une initiative du département des affaires culturelles.

Discussion et vote

La commission des pétitions a été attentive à ne pas mélanger, dans une même discussion, les trois problématiques de cette pétition.

Concernant M. Chardet

Il est rappelé que la nomination d'une direction de théâtre relève de la compétence du magistrat, sauf dans le cas d'une fondation.

Si, par hasard, la commission allait dans le sens de la pétition, il faudrait s'attendre à d'autres pétitions du même genre lors du départ d'un directeur.

C'est vrai que M. Chardet est traité de manière regrettable. Il ne faut pas oublier la qualité et la fréquentation optimale de ce théâtre.

On se trouve en face d'une légèreté administrative. Il convient de recommander au magistrat de faire signer les conventions. Si l'on n'a pas, ou peu, de documents sérieux, comment s'y retrouver?

Concernant le projet

Il est intéressant de voir l'évolution du projet; le moins que l'on puisse dire c'est que rien n'est clair, que rien n'est construit sérieusement, qu'il y a tout un aspect opportuniste pas très agréable, et surtout la commission voit poindre à l'horizon un projet tombant dans l'élitisme. Il ne faut pas se leurrer, ce futur théâtre sera tout, sauf populaire.

Position des groupes

Parti radical

Il ressort de ces auditions que la commission des pétitions, tout comme celle des arts et de la culture, a été manipulée. Le fait d'avoir annoncé une conférence de presse avant même le vote du budget est plutôt délicat. Que faire entre un directeur qui n'a pas démerité et une pétition signée par de très nombreuses personnes, d'une part, et, d'autre part, la présentation d'un projet mis en forme par des écrivains dont on ne sait s'il convient réellement au lieu de l'Orangerie. Le Parti radical préconise le classement de la pétition.

Union démocratique du centre

L'Union démocratique du centre remarque que l'Orangerie est mise dans les mains d'une association d'auteurs alors que, comme cette dernière l'a dit elle-même, cela lui est égal de mener ses activités là ou ailleurs. Par correction, dans une démarche intellectuelle, il conviendrait de ne plus mettre de ligne de subvention pour l'Orangerie, dans ces conditions. Ce sera le classement de cette pétition.

Parti socialiste

Bien que la manière de traiter M. Chardet ne soit pas très humaine, il n'est pas possible de le reconduire, ce n'est pas dans nos prérogatives. Par contre, le projet n'a pas convaincu. Y aura-t-il du théâtre ou non? Une préoccupation reste au niveau du public: l'impression qui se dégage de ce projet est qu'il s'adressera à une élite. Qu'en sera-t-il de l'aspect populaire du lieu? Que se passera-t-il lors du vote du budget? Ce sera donc l'abstention.

Les Verts

Les Verts ne souhaitent pas se prononcer sur le maintien ou non de M. CharDET. La pétition demandant que ce lieu reste un théâtre ayant été signée par de nombreuses personnes, il conviendra donc de renvoyer cette pétition au Conseil administratif en lui recommandant de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'Orangerie puisse fonctionner selon les souhaits de son public.

Parti démocrate-chrétien

Le Parti démocrate-chrétien remarque que le mot «manipulation» est le mot qui correspond le mieux à toute cette affaire. Manipulation de la part du Théâtre de l'Orangerie, mais aussi manipulation de la part du magistrat par rapport à l'Association pour une maison de la littérature, par rapport à M. CharDET qui n'a jamais obtenu de véritables contrats. Un directeur qui a fait du bon travail doit être traité humainement. Afin de ne plus avoir affaire à d'autres pétitions du même type, mettant la pression sur le Conseil municipal, ce sera le classement.

Le Parti du travail s'abstiendra.

L'Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants) s'abstiendra également.

Parti libéral

Le Parti libéral relève que, si la commission ne classe pas cette pétition, ce sera, pour le magistrat, la possibilité de toutes sortes d'interprétations. La sagesse veut que cette pétition soit classée.

Vote

Mis aux voix, le classement de la pétition P-147 est accepté par 7 oui (1 R, 1 DC, 3 L, 2 UDC) contre 1 non (Ve) et 7 abstentions (1 T, 2 AdG/SI, 3 S, 1 Ve).

PETITION

SAUVONS L'ORANGERIE, THEATRE D'ETE DE GENEVE

Le Théâtre de l'Orangerie est menacé de disparition.

Un projet du Département des Affaires Culturelles est en cours qui vise à transformer ce théâtre en un lieu de valorisation des écrivains.

Le 4 septembre 2005 sera la dernière soirée à l'Orangerie. Or depuis 23 ans ce théâtre offre chaque été à un public de plus en plus nombreux, le plaisir d'assister à des spectacles variés et de qualité.

Défendons l'unique théâtre d'été de Genève.

NOM	PRENOM	ADRESSE	SIGNATURE
-----	--------	---------	-----------

Premier débat sur la pétition

M^{me} Florence Kraft-Babel (L). Mesdames et Messieurs, je voudrais vous faire part de quelques considérations à propos du Théâtre de l'Orangerie et vous expliquer pourquoi nous avons décidé de supprimer cette subvention. Tout d'abord, permettez-moi de rappeler que je siège depuis trois ans à la commission des arts et de la culture et que j'ai eu ainsi, à l'instar de mes collègues, l'occasion d'élargir considérablement ma connaissance des théâtres en Ville de Genève. Et voilà que, pour la troisième fois, je me retrouve devant cette vénérable assemblée à voler au secours d'un théâtre, à l'occasion du vote du budget.

L'histoire de l'Orangerie commence pourtant très bien, comme un conte de fées. Il y a quelques années, dans un coin merveilleux de la ville de Genève, au bord du lac, près de la roseraie, un directeur, inspiré par les lieux, propose une programmation estivale qui satisfait le public; il engage de nombreux artistes et fait salle comble pendant tout l'été. Mais dans ce coin de paradis arrive, il y a quelques mois, un élément étranger et perturbateur, comme le serpent au paradis – permettez-moi la comparaison – sous la forme d'une association d'écrivains. Cette association propose un projet d'une nature totalement différente, à savoir un projet expérimental lié à des recherches sur la parole, la poésie, la méditation, et qui viendrait prendre la place d'une programmation qui, jusqu'alors, était de nature à satisfaire la destination des lieux, telle que prévue par William Favre dans son legs à notre municipalité.

Ici, deux questions se posent. Premièrement, pourquoi ce projet expérimental à la place d'un projet qui avait fait ses preuves, grâce à un directeur compétent et motivé? Deuxièmement, comment en est-on arrivé là? Nous apprenons que c'est le département lui-même, vraisemblablement le magistrat, qui aurait attiré le serpent au paradis, selon une procédure qui, à dire vrai, m'interpelle. Je me demande en effet si la procédure d'appel est véritablement celle qui est habituellement entérinée par le Conseil administratif. N'a-t-il pas l'habitude, lorsqu'il s'agit de repourvoir un poste de directeur, de lancer un concours? Je pose cette question au Conseil administratif et je le remercie d'avance de m'apporter une réponse.

On peut imaginer que l'association concernée, appâtée par la possibilité d'une subvention, charmée par la beauté des lieux, se soit dit qu'après tout, si on lui proposait le Théâtre de l'Orangerie et qu'en plus on la subventionnait, elle pouvait faire des expériences, voire éventuellement du théâtre! Car vous l'aurez remarqué, Mesdames et Messieurs: le projet initial était complètement différent du projet actuel; en cours de route, à la faveur notamment des nombreuses réactions du public, un nouveau projet a été déposé, qui n'est certes pas encore tout à fait élaboré, mais qui intègre également le théâtre.

Par ailleurs, ce qui nous dérange également dans cette affaire, c'est que l'association, avant même d'avoir déposé son projet, avant même que le magistrat

en ait parlé avec nous, avant même le vote de ce soir, aurait reçu des promesses de la part du département des affaires culturelles, selon lesquelles la subvention de M. Chardet lui serait transférée. C'est pourquoi nous devons en débattre ici ce soir. Au départ, l'histoire avait commencé assez confortablement, le magistrat se trouvant face à un directeur en fin de contrat – j'allais presque dire en fin de droit! – qui n'avait pas les moyens de réagir. Le Conseil municipal, lui, n'a pas la prérogative de choisir des directeurs de théâtre. Par conséquent, tout avait l'air de bien se passer, jusqu'au moment où un autre intervenant est apparu, le plus important, celui qu'on ne saurait jamais oublier dans toute institution culturelle et notamment en matière de théâtre: le public!

Mesdames et Messieurs, il n'est pas imaginable de monter des projets culturels entre un département, son magistrat et un directeur, en oubliant que tout cela n'a qu'un but: servir la population et le public. Ce public s'est largement exprimé dans une pétition et nous nous sentons le devoir aujourd'hui de défendre et de soutenir la population qui a exprimé son désaccord face aux nouvelles propositions du département, non pas que ces propositions n'aient pas d'intérêt, mais parce que le public, manifestement, dans ce lieu et à ce moment-là, n'en voit pas l'opportunité. Si nous n'avons pas la prérogative de maintenir M. Chardet à son poste, nous affirmons, avec les pétitionnaires, que le public, en tant qu'intervenant principal dans une démocratie, a non seulement le droit mais le devoir de dire qu'il soutient un directeur, qui n'a jamais démerité et qui satisfait ses attentes. En fait, nous nous demandons si le magistrat mesure l'étendue de son pouvoir au nombre de têtes qu'il veut couper plutôt qu'au nombre de celles qu'il souhaite couronner! Le public pourrait aussi se demander pourquoi on cherche un projet pour un lieu où on l'avait trouvé! Pour nous, il est clair que la destination première de l'Orangerie – être un théâtre de divertissement et un théâtre d'été – doit être respectée.

La suppression de la ligne budgétaire – liée au classement de la pétition, cela va de soi – vise à transmettre le message au magistrat: nous aimerions qu'il réfléchisse au destin du lieu, qu'il réfléchisse aussi au sens qu'il a pour certains – le public, le directeur, les artistes – qui souhaitent continuer à œuvrer dans ce théâtre sans demander plus d'argent, en se contentant des lieux en l'état. Qu'il pense à leur bonheur et pas seulement au sien! Nous demandons enfin au magistrat de faire confiance à la commission des arts et de la culture, qui traiterait avec plaisir et diligence une nouvelle proposition du Conseil administratif tenant compte du charme des lieux et de l'attente du public.

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs, c'est le moment où je me dois d'intervenir. Le Théâtre de l'Orangerie est l'objet d'une polémique qui dure depuis des mois, suite à des histoires pour le moins confuses – je parle de ce qui s'est passé l'été dernier.

Prenons les choses dans l'ordre. Tout d'abord, je rappelle que les gens qui sont nommés à la tête d'institutions le sont pour une durée déterminée. M. Chardet avait été nommé pour une durée de cinq ans, parce que nous pensions que les travaux de réfection du Théâtre de l'Orangerie auraient lieu en 2005. Ces travaux ont été retardés et le mandat de M. Chardet a été prolongé d'une année, soit six ans au total. C'est la norme en matière de nomination pour les théâtres placés directement sous l'autorité de la Ville – à savoir le Théâtre du Grütli et le Théâtre de l'Orangerie. Le principe est de trois ans, renouvelable une fois. Le mandat de M. Chardet a duré six ans et il était donc normal qu'il parte.

Dans les institutions qui dépendent de fondations – comme le Théâtre de Poche ou le Théâtre de la Comédie – la règle est de douze ans. Passé ce délai, les directeurs doivent partir. Mesdames et Messieurs, refuser de partir à l'échéance du mandat, c'est en quelque sorte une prise d'otage. Dans ce sens, il n'est pas acceptable que des pétitionnaires puissent décider qui va rester à la tête d'une institution!

Je reconnais qu'il existe des exceptions, mais c'est souvent pour des raisons historiques. Ainsi, le Théâtre Am Stram Gram a été créé par le directeur actuel, M. Catton, et on peut imaginer que celui-ci étant à deux ou trois ans de la retraite, il reste en place jusqu'à la fin de sa carrière. D'autres lieux, comme le Théâtre du Loup, sont gérés par des associations et nous ne pouvons pas intervenir, contrairement à ce qui se passe avec les fondations de droit public comme la Fondation d'art dramatique ou la Fondation pour les arts de la scène et de l'image. Cette dernière n'a pas encore édicté de règle concernant la durée des mandats, mais elle devrait le faire prochainement.

J'en viens à la pétition, qui contenait trois demandes. La première était que l'Orangerie reste un théâtre, mais il n'a jamais été question que cela devienne autre chose qu'un théâtre. La deuxième était que la subvention soit garantie par une ligne budgétaire, ce qui ne pose aucun problème. La ligne budgétaire «Fonds pour spectacles d'été» est en effet entièrement destinée au Théâtre de l'Orangerie. La troisième demande était que M. Chardet reste directeur du théâtre. Comme je viens de l'expliquer, il n'est pas possible d'accéder à cette demande, à moins de considérer qu'une pétition suffise pour maintenir quelqu'un dans une institution.

Maintenant, je voudrais expliquer pourquoi nous avons décidé que ce groupe d'écrivains organiserait la saison, au lieu de procéder à une ouverture de poste. Les travaux à l'Orangerie étant initialement prévus pour 2005, nous avons pensé que, pour une année, la subvention de 275 000 francs pouvait être affectée à un autre projet, avec des auteurs de théâtre contemporains. Il y aurait eu des pièces de théâtre et des lectures dans les parcs de Genève. Lorsque nous avons appris que les travaux étaient repoussés d'une année, nous avons évidemment rapatrié ce projet à l'Orangerie et nous l'avons axé plus sur l'aspect théâtre. Tous les

journalistes qui ont suivi la conférence de presse sur la présentation de ce projet ont considéré que c'était un bon projet. Quant à savoir si celui-ci rencontrera l'adhésion du public, l'avenir nous le dira. D'ailleurs, chaque fois que nous nommons un nouveau directeur dans un théâtre, il faut une ou deux saisons pour qu'il trouve son public. Quand M. Chardet a commencé, il n'a pas tout de suite suscité l'engouement qu'il a connu par la suite. M. Lüscher avait quitté l'Orangerie en plein succès et M. Mathieu Chardet a dû trouver son public.

Comme je viens de l'expliquer, les travaux à l'Orangerie auront lieu en 2007, normalement. S'ils sont encore repoussés, nous ouvrirons alors le poste de directeur et, comme à chaque fois, un jury de sélection fera son choix et le magistrat sera ensuite saisi des candidatures sélectionnées. Vous connaissez le principe: récemment, pour le Théâtre du Grütli, le comité de sélection a choisi trois candidatures, les a argumentées et soumises au magistrat, qui doit trancher. Voilà comment se passe le choix des directrices et directeurs. Pour le Grütli, c'est un duo, mais ce pourrait être une association. En tout cas, l'association qui occupera le Théâtre de l'Orangerie en 2006 sait qu'elle n'y aura aucun droit les années suivantes.

Voilà, Mesdames et Messieurs, j'espère que mes explications ont été assez claires. Je ferai encore juste une remarque. Monsieur Froidevaux, vous savez comme moi que les polémiques ont lieu quand on coupe des subventions et non pas quand on en verse! Il est difficile de couper, dans n'importe quel domaine. Le Conseil municipal avait demandé que le Musée Jean Tua libère les locaux de la rue des Bains avant que je sois élu. J'ai fait les démarches judiciaires pour qu'il soit évacué et cela a donné lieu à une polémique. Dès qu'on réduit ou qu'on renonce à une subvention, cela donne lieu à une polémique, et cela fait partie de la politique.

La présidente. Je salue à la tribune du public la présence de M^{me} Odette Saez, ancienne conseillère municipale. (*Applaudissements.*)

M. Jean-Charles Lathion (DC). Le Parti démocrate-chrétien a déploré, comme presque tous les partis, la polémique Chardet-Mugny. Nous avons trouvé dommage que ce directeur se confronte au magistrat, mais cela nous a tout de même enseigné certaines choses. Nous ferons donc vraiment la distinction entre la polémique et le Théâtre de l'Orangerie. Nous sommes convaincus que ce théâtre a du sens pour une population qui souhaite bénéficier de ces activités estivales. Nous regrettons que, dans toute cette affaire, il y ait eu pas mal de bricolages, que nous ayons été soumis, finalement, à des pressions et que le programme nous soit arrivé tardivement.

Le Parti démocrate-chrétien souhaite que les activités du Théâtre de l'Orangerie se poursuivent. Mais il a découvert aussi, comme les autres partis, que le traitement des directeurs de théâtre n'était pas satisfaisant. Certains, comme M. Chardet, sont au bénéfice d'une convention tacite, d'accords basés sur la parole donnée; d'autres ont des contrats de cinq ans, de six ans, voire plus. Enfin, ce n'est pas clair du tout et, avec tous nos collègues de la commission des arts et de la culture, nous avons décidé de présenter prochainement une motion, invitant le magistrat à édicter des règles claires et semblables pour tout le monde.

En conclusion, nous sommes favorables au maintien des activités de l'Orangerie, mais nous proposerons ultérieurement une motion allant dans le sens d'un règlement homogène pour les directeurs de théâtre.

M. Pascal Rubeli (UDC). Il est vrai que toute cette affaire est pour le moins confuse et qu'elle a été pénible à traiter, tant à la commission des pétitions qu'à la commission des arts et de la culture. Le Théâtre de l'Orangerie répond à un besoin, nous ne le contestons absolument pas. Le fait que M. Chardet n'ait plus la possibilité de gérer cet endroit peut en revanche être discuté.

Ce qui nous a le plus gênés lors de l'étude de la pétition, ce sont les propos tenus lors de l'audition des futurs utilisateurs – utilisateurs hypothétiques, puisqu'il faut encore que la ligne de crédit soit votée. Nous avons eu le sentiment, à un certain moment, que leur projet avait beaucoup évolué en fonction du lieu où il allait se dérouler, que l'aspect théâtral avait pris le dessus du fait même qu'il allait se dérouler au Théâtre de l'Orangerie. Par rapport au projet de départ, les personnes auditionnées nous ont bien dit que le lieu n'était pas obligatoirement déterminant et que ce projet aurait aussi bien pu prendre place ailleurs qu'à l'Orangerie.

En l'occurrence, la commission a voté le classement de cette pétition. Mais nous en reparlerons certainement au moment du vote de l'amendement présenté par le département des affaires culturelles, qui vise à rétablir la subvention du Théâtre de l'Orangerie.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Le magistrat nous dit en substance: «Mais que puis-je, que pouvons-nous pour le directeur du Théâtre de l'Orangerie? La durée de son contrat était de six ans, il les a faits; en conséquence, la norme s'applique et, quel que soit le travail qu'il a fait, quelle que soit sa montée en puissance, il lui faut partir.»

Evidemment, si on ne respecte pas les normes, que reste-t-il, me direz-vous? Le problème est que cette norme ne s'applique qu'au directeur du Théâtre de l'Orangerie! Le contrat était de cinq ans, une année de plus a été accordée, mais cette norme n'a jamais été appliquée, même au Théâtre de l'Orangerie! Au Théâtre

du Grütli, la norme est de trois ans, renouvelable une fois; à la Fondation d'art dramatique, c'est douze ans. Ailleurs, on fait comme on veut, parce que la Ville ne contrôle rien. Pour le Théâtre Saint-Gervais, il n'y a pas de règle et pour le Théâtre Am Stram Gram, étant donné les circonstances particulières, c'est à vie... Pour s'appuyer sur une norme, pour expliquer qu'il faut respecter scrupuleusement la règle qu'on s'est fixée, encore faudrait-il que celle-ci ne paraisse pas avoir été créée aux seules fins de l'appliquer au Théâtre de l'Orangerie, et à personne d'autre!

Dans ces circonstances, on voit bien que la vraie question qui se pose est celle du lieu et de son adéquation. Les travaux prennent du retard. Faut-il alors évincer la personne qui exploite le théâtre aujourd'hui pour le donner, très épisodiquement, à quelqu'un d'autre, à une association qui va faire une expérience, qui va perdre le public acquis, qui ne va pas trouver son propre public, et sur laquelle nous, conseillers municipaux, porterons ensuite des jugements à l'emporte-pièce? Au pire, nous condamnerons la qualité du travail qui a été fait, en regrettant qu'en trois ans les utilisateurs n'aient pas réussi à trouver leur public!

Tout cela n'a pas de sens. Tant et aussi longtemps que le Théâtre de l'Orangerie est dans le statu quo, le bon sens est de maintenir le statu quo également en ce qui concerne les personnes qui en ont la charge. Une fois le théâtre rénové, sa programmation pourra effectivement être repensée, un nouveau directeur pourra être désigné selon la procédure voulue et décrite par le magistrat. Mais, en l'espèce, le magistrat demande au directeur actuel de partir et comment choisit-il le directeur ou l'association qui doit reprendre le flambeau? Eh bien, par le fait du prince! Il est vrai que le magistrat est prince dans son département, mais alors qu'il ne vienne pas nous dire qu'il va engager des procédures de nomination, avec des commissions, des jurys, et qu'il va trancher!

Aujourd'hui, il s'agit d'occuper le Théâtre de l'Orangerie. A ma connaissance, cet espace est parfaitement occupé, le public y trouve son compte et, aussi longtemps que les travaux n'auront pas démarré, il n'y a aucune raison de changer quoi que ce soit!

Deuxième débat sur la pétition

Mises aux voix, les conclusions de la commission demandant le classement de la pétition sont acceptées par 54 oui contre 7 non (2 abstentions).

La présidente. Nous allons maintenant voter l'amendement du département des affaires culturelles, qui propose une augmentation de 275 000 francs en vue de rétablir la subvention en faveur du Théâtre de l'Orangerie.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est accepté par 38 oui contre 29 non (1 abstention).

*Page 46, cellule 3106000, Administration du Service aux artistes et acteurs culturels (SAAC),
groupe de compte 365, Subventions accordées – institutions privées (Fonction:
cinéma, page 11 des subventions).*

La présidente. Un amendement signé par M. Froidevaux propose une augmentation de 40 000 francs, portant le montant de 200 000 francs à 240 000 francs.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). J'ai bien entendu le magistrat tout à l'heure. Je tiens quand même à préciser qu'il n'existe pas une ligne d'explication dans le rapport de la commission des finances à l'égard des modifications qui sont intervenues sur instruction du Conseil administratif. En conséquence, il y a des choses qu'on ne peut pas deviner! Si les explications ont été données à la commission des finances, il est étonnant qu'il n'en existe pas l'ombre d'une trace dans le rapport! A mon avis, il ne s'agit pas là d'une faute du rapporteur, mais bien de l'expression de la légèreté avec laquelle ces modifications ont été présentées à la commission des finances, dans le souci que, selon l'usage, les choses aillent vite.

Cela dit, j'ai le tableau des modifications du jour; il n'est pas daté, mais c'est celui qui nous a été distribué ce matin. Pris en faute sur certaines modifications antérieures, je me suis penché sur les modifications suivantes. En ce qui concerne les lignes «Fonction: cinéma» et «Fonds général pour manifestations cinématographiques», elles ne figurent pas dans l'inventaire des modifications. Ou alors il faut me dire où... Cela paraît tellement secret qu'on les trouvera peut-être sous une autre ligne... Je répète que cette manière de faire n'est pas à la hauteur de la transparence dont le magistrat aime à se réclamer!

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. A partir d'un certain moment, il est inutile de s'énerver, il faut rester zen... Monsieur Froidevaux, j'avais cru comprendre que votre groupe avait des représentants à la commission des finances! A ma connaissance, vos représentants sont censés vous informer et, s'ils ne l'ont pas fait, vous devriez peut-être vous adresser à eux! Je ne suis pas responsable du fait que vous n'êtes pas informé de ce que la commission des finances a décidé! Ce n'est pas moi qui ai rédigé les rapports – je ne critique pas les rapporteurs – ce n'est pas moi qui ai pris les procès-verbaux de la commission des finances...

Cela étant, je veux bien passer un peu de temps à vous expliquer, juste à vous, Monsieur Froidevaux, la raison de cette diminution de 40 000 francs. Fonction: cinéma a été à l'origine de la création du festival Cinéma Tout Ecran

et lui versait 40 000 francs. Il y a eu, à un moment donné, des conflits entre les deux entités et j'ai donc décidé d'enlever ce montant à Fonction: cinéma pour l'inscrire directement sur la ligne attribuée à Cinéma Tout Ecran. C'est donc un simple transfert, qui a été clairement expliqué. Voilà, et si vous voulez d'autres explications, il n'y a pas de problème, on peut y passer la nuit!

M. Alpha Dramé, rapporteur général (Ve). Je dois préciser que la discussion sur les modifications budgétaires du Conseil administratif a eu lieu en commission des finances, mais qu'il n'y a pas eu de détails sur ces lignes budgétaires. En conséquence, le rapporteur estime avoir fait son travail!

La présidente. La parole est à M. Froidevaux...

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Je ne dirai qu'un mot: qu'ajouter à cela, Madame la présidente...?

La présidente. Eh bien, voilà, nous allons passer au vote de cet amendement!

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 52 non contre 10 oui (5 abstentions).

Page 46, cellule 3106000, Administration du Service aux artistes et acteurs culturels (SAAC), groupe de compte 365, Subventions accordées – institutions privées (Fonds général pour manifestations cinématographiques, page 11 des subventions).

La présidente. Nous sommes saisis d'un amendement signé de M. Froidevaux et proposant une diminution de 40 000 francs.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 40 non contre 7 oui (21 abstentions).

La présidente. Nous allons interrompre là l'examen du département des affaires culturelles. En effet, les deux amendements qui restent à traiter pren-

dront un peu de temps. Or nous avons invité, entre autres, la Fanfare du Loup à nous rejoindre et je trouverais injuste qu'elle attende dans le froid et sous la neige... Je vous propose donc de reprendre nos débats budgétaires après la pause.

Avant de lever la séance, je demande à M. René Grand de nous donner lecture de la lettre de démission de M. Pierre Losio.

Lecture de la lettre:

Genève, le 6 décembre 2005

Madame la présidente,

Je vous présente par ce courrier ma démission du Conseil municipal de la Ville de Genève qui deviendra effective lorsque la personne appelée à prendre ma place aura prêté serment, au mois de janvier prochain, je présume; je participerai à ma dernière séance plénière le samedi 17 décembre (éventuellement le dimanche 18 décembre tôt au matin).

Ayant été élu au Grand Conseil et les statuts de mon parti excluant à juste titre l'exercice de plusieurs mandats électifs, je me fais un devoir d'appliquer, une fois de plus, un adage qui m'est cher: on fait comme on a dit.

Qu'il me soit permis, Madame la présidente, de retenir encore votre attention quelques instants. Je tiens en effet à exprimer ma gratitude aux collaboratrices et collaborateurs du Secrétariat du Conseil municipal dont j'ai pu apprécier pendant plus de dix ans la compétence, la disponibilité souriante et l'incommensurable patience.

Je voudrais aussi saluer et remercier mes collègues du Conseil municipal pour leur engagement au service de la Ville de Genève et pour tout ce que j'ai appris auprès d'eux depuis 1994; tout ce que je crois savoir aujourd'hui, notamment dans le domaine des finances communales, je le dois à la contribution des conseillères et conseillers municipaux et du travail de fourmi qu'elles et ils accomplissent dans les commissions. C'est avec émotion que je pense à ces innombrables convocations qui indiquaient le rendez-vous incontournable: «Mardi 17 h 30, Palais Eynard, salle D, commission des finances». En démissionnant du Conseil municipal je quitte aussi cette commission qui m'a offert la plus belle et la plus dense des formations permanentes et dans laquelle je me suis fait des amies et des amis. Il était du reste temps que je la quitte car j'y étais entré à l'époque du tuteur Albert Chauffat et certains parmi les Verts commençaient à trouver que ce squat personnel avait assez duré.

Lors de la précédente législature vos pairs m'ont témoigné une marque de confiance inoubliable en m'élisant à la présidence du Conseil municipal; ce fut un mandat passionnant à la rencontre des communiens genevois et de leurs associations qui nourrissent si richement la vie communale.

Je vais enfin, Madame la présidente, épuiser votre temps de lecture en remerciant mon petit parti devenu grand, Les Verts, qui ne m'a jamais mis en demeure de voter autrement que je ne le souhaitais, le caucus municipal et sa cheffe de groupe qui ont supporté mes sautes d'humeur et aussi Ueli Leuenberger et Roger Beer qui, il y a bientôt douze ans, m'ont convaincu d'entrer dans ce qu'on appelle la politique institutionnelle. Je ne le regrette pas.

Madame la présidente, je vous souhaite une paisible séance budgétaire le 17 décembre prochain et, en formant des vœux chaleureux pour la pérennité harmonieuse de la Ville de Genève et de son Conseil municipal, je vous présente mes respectueuses salutations.

Pierre Losio

(Applaudissements.)

M^{me} Frédérique Perler-Isaaz (Ve). Madame la présidente, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, cher Pierre, nous venons d'entendre la lettre de démission de notre collègue Pierre Losio, qui nous quitte pour siéger au Grand Conseil. Au nom du groupe des Verts et du Conseil municipal de la Ville de Genève, nous tenons à lui rendre hommage pour son engagement durant ces douze années, plus précisément depuis 1994, douze années consacrées au service de la collectivité municipale. Tout au long de celles-ci, Pierre Losio a surtout siégé à la commission des finances avec compétence et assiduité, commission qu'il a présidée avec brio par deux fois, tout en ponctuant les procédures budgétaires de son dicton favori que vous avez entendu tout à l'heure: on fait comme on a dit!

Sa droiture et son sens de la réplique font qu'il est respecté par la quasi-unanimité, et pourquoi pas l'unanimité de ce Conseil. Il a même été classé par ses pairs dans le trio de tête des meilleurs conseillers municipaux.

Pierre Losio a également œuvré comme président, comme un très bon président de ce Conseil municipal, à la grande satisfaction de toutes et tous. Il connaissait le règlement et la «maniclette», dirigeait les débats de main de maître et, comme il l'a dit lui-même, il a adoré ce mandat présidentiel! Il a même organisé des concours de pétanque ou de tennis de table à l'intention des conseillères et conseillers municipaux.

Oui, Pierre Losio nous manquera, à nous le groupe des Verts, il manquera d'ailleurs à tous, car il a fait de la politique avec philosophie, sans tourner autour du pot, ni user de la langue de bois. Ses interventions claires et fermes, toujours empreintes de courtoisie et de finesse, ne résonneront plus dans ce Conseil. Tout le Conseil municipal se souviendra de ses prises de parole où il n'omettait jamais, en fin limier, de mentionner son cheval de bataille financier, à savoir les postes 31 et, surtout, ce qui est devenu, je le répète, sa devise, qui le caractérise: on fait comme on a dit.

Et puis, souvenez-vous du début de la chorale du Conseil municipal – Pierre a d'ailleurs mentionné tout à l'heure qu'il ne demanderait pas de subvention... Ainsi, chacune et chacun ici a encore à l'esprit la séance du budget de l'année passée où, après la pause du soir, alors que nous passions en revue le département des affaires culturelles, il nous régala d'une prestation improvisée: une proposition détaillée défendue avec tout le sérieux qu'on lui connaît, une demande de subvention en faveur des chorales populaires, et plus particulièrement en faveur de la chorale du Conseil municipal, et dont il s'agissait, pour notre Conseil administratif, quelque peu surpris et inquiet, d'assumer le succès! Ce fut un grand moment, un moment d'hilarité dans l'austérité de nos débats budgétaires, et chacun ici s'est amusé de la pertinence et du sérieux de son argumentation.

Nous ne terminerons pas cet hommage sans relever l'engagement politique de son père, engagement qu'il a parfois évoqué dans ce Conseil, et ce avec beaucoup de respect. C'était en juin 1941, Germinal Losio s'était fait exclure, avec 22 autres conseillers municipaux, du Conseil municipal de la Ville de Genève, à un moment où notre démocratie excluait les communistes! Il serait fier de son fils Pierre, qui s'en va par la grande porte œuvrer à l'échelle cantonale pour défendre ses convictions, les convictions des Verts. D'ailleurs n'a-t-il pas rappelé dans son allocution de président sortant, et je me permets de le citer: «Rien de bon ne peut se faire à long terme sans la préservation de l'environnement, condition de notre existence et garantie de notre qualité de vie»?

Ce soir, Pierre Losio quitte ce Conseil et il faut bien le dire, c'est une perte pour notre Conseil municipal. Mais en définitive, pour utiliser des termes financiers, il s'agit somme toute d'un transfert, non pas de charges celui-là: un transfert de bénéfices! Merci, Pierrot! (*Applaudissements.*)

La présidente. Mesdames et Messieurs, je lève la séance et vous propose de nous retrouver dans la cour de l'Hôtel de Ville pour la suite des réjouissances et la traditionnelle commémoration de l'Escalade. Les personnes présentes à la tribune du public sont évidemment les bienvenues...

4368

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 2005 (après-midi)

Propositions des conseillers municipaux – Interpellations – Questions écrites

4. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

5. Interpellations.

Néant.

6. Questions écrites.

Néant.

Séance levée à 18 h 30.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	4318
2. Communications du bureau du Conseil municipal	4318
3. Rapports de majorité et de minorité de la commission des finances chargée d'examiner le projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2006 (PR-425 A/B). Suite du deuxième débat	4318
– Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition intitulée: «Sauvons l'Orangerie, théâtre d'été de Genève» (P-147 A).	4341
4. Propositions des conseillers municipaux	4368
5. Interpellations	4368
6. Questions écrites	4368

La mémorialiste:
Marguerite Conus